

F E D E C H O S E S

-----Pour le fédéralisme-----



Fédéchoses - *F128*

Pour la paix, la justice



Et la démocratie mondiale

2005 - 32^{ème}. année - 2^o trimestre

Une Europe unie



dans un monde uni

N° 128

Editorial

CRISE DE L'ETAT-NATIONAL, CRISE DE LA DEMOCRATIE ET CONSTITUANTE EUROPEENNE

Page 28



*L'Europe politique
est renvoyée
aux calendes grecques...*

*Le seul plan B...
c'est B... comme Blair...*

*...mais, maintenant,
comment noyer
les rats xénophobes
et nationalistes
échappés
de la boîte*

de Pandore

?

Francesco ROSSOLILLO

Le fascisme comme dernier rempart de l'Etat-national (1977)

Fédéchoses - Pour le fédéralisme **pour le débat entre les fédéralistes en France, en Europe et dans le monde**

Fédéchoses, revue créée au début des années 70, a toujours voulu être une revue de large débat fédéraliste.

- Toutes les organisations fédéralistes démocratiques, qu'elles privilégient le fédéralisme interne, le fédéralisme européen ou le fédéralisme mondial ont droit de cité dans *Fédéchoses*, sans pour autant que la revue ne soit l'expression d'aucune d'entre elles ;
- pour être un véhicule de débat permanent, *Fédéchoses*, ne peut non plus être inféodé à aucune d'entre elles. Cette stricte ligne d'autonomie éditoriale de la revue a été clairement acceptée depuis près de trente ans et perdurera ;
- inversement, aucune organisation fédéraliste ne peut être engagée par l'éditorial de *Fédéchoses* sauf le cas exceptionnel ou un texte de telle ou telle organisation serait repris en éditorial par *Fédéchoses*, alors évidemment avec l'accord de ses rédacteurs ;
- à l'exception de l'éditorial, les textes publiés n'engagent que leurs auteurs. La direction de *Fédéchoses* se réserve le droit de publier, ou non, les textes reçus directement ou par l'entremise de notre collaboration étroite avec d'autres revues fédéralistes et plus particulièrement ces dernières années *The Federalist Debate*, revue publiée sous le patronage commun de l'U.E.F., de la JEF et du WFM-MFM international. Les textes non publiés ne sont retournés que sur demande ;
- *Fédéchoses*, se sent libre de publier à sa guise les positions publiques (communiqués de presse, motions ou résolutions des organes statutaires) des organisations de la mouvance fédéraliste dans la mesure où elles correspondent à ses propres positions ou priorités politiques. Il en est de même pour les articles des revues fédéralistes avec mention de la source et sous guise de réciprocité militante.

Fédéchoses, est fidèle au mot d'ordre de l'U.E.F. lors de son Congrès de Montreux de 1947 « Unir l'Europe pour unir le monde » et en cela au fédéralisme de la Résistance et est opposé à toute participation électorale des fédéralistes en tant que tels à des élections politiques quelle qu'elles soient.

FEDECHOSSES Pour le fédéralisme	ABONNEMENT
Presse fédéraliste Maison de l'Europe - Pôle européen de Lyon 18 Avenue Félix Faure - 69007 Lyon Tél. / fax 04.78.72.09.70 - jfbb_fr@yahoo.fr <u>Directeur de la publication :</u> Jean-Luc Prevel <u>Comité de rédaction :</u> J.-F. Billion - B. Boissière - R. Calba - D. Colmont - L. Levi - M. Morin Jivaro Imprimerie 9-13 rue d'Alsace - 69100 Villeurbanne Commission paritaire 1005 G 86235	Nom Prénom Adresse Normal € 10 Militant € 20 Soutien € 100 Chèque à l'ordre de PRESSE FEDERALISTE Maison de l'Europe - Pôle européen de Lyon 18 Avenue Félix Faure - 69007 Lyon C.C.P. 2490 82 P LYON

Sommaire	
Les citoyens européens doivent être impliqués pleinement dans le processus constituant - U.E.F.-Europe	P. 3
« Il y a 30 ans.. ». Le fascisme comme dernier rempart de l'Etat national. Franco ROSSOLILLO	P. 4
Mercedes BRESSO, présidente de l'U.E.F.-Europe - Appel de « la gauche européenne pour le Oui »	P. 8
Appel de Mercedes Bresso, présidente du Piémont, aux présidents des régions françaises.	P. 10
« Appel des altermondialistes pour le Oui au Traité constitutionnel	P. 11
Courrier électronique des lecteurs (et des membres du Comité de rédaction) - suite p. 26	P. 12
Communiqués de presse et déclarations (U.E.F.-Europe - JEF - UEF Rhône-Alpes)	P. 13
Deux mois de campagne de l'UEF Rhône-Alpes et des Jeunes Européens - Jean Francis BILLION	P. 15
Pourquoi les ultra-libéraux anglo-saxons rêvaient d'un non français - JE-France	P. 16
Chaîne humaine des parlementaires européens - Bruno BOISSIERE	P. 17
Première tentative d'analyse des résultats du référendum français - David SOLDINI	P. 17
Pour une Constituante européenne - Paul ORIOL / Oui à un Etat fédéral européen ! (Déclaration de Desenzano)	P. 19
La CPI et l'ONU à la croisée des chemins pour la justice internationale - William PACE	P. 20
Réforme des Nations unies - Le Parlement européen demande la démocratie	P. 22
La 3 ^{ème} . Conférence internationale sur le fédéralisme - Florina Laura NECULAI	P. 23
Lançons un défi à la division. Unissons nous pour la paix Indo-Pak. Vijayam ROGHU	P. 25
EDITO - Crise de l'Etat-national, crise de la démocratie et Constituante européenne	P. 28

Déclaration du Bureau de l'U.E.F. adoptée le 19 juin 2005



LES CITOYENS EUROPEENS DOIVENT ETRE IMPLIQUES PLEINEMENT DANS LA CONTINUATION DU PROCESSUS CONSTITUANT.

Pendant un demi-siècle, le processus d'unification européenne a assuré aux citoyens européens la paix, la démocratie et le développement économique et social. Les nouveaux défis de l'Europe -son rôle dans le monde, sa contribution au maintien de la paix, la promotion du développement durable et l'amélioration de son modèle social dans un environnement économique et social changeant car confronté à la mondialisation- ne peuvent être gérés avec succès sans promouvoir une solution fédérale.

Une Europe intergouvernementale gérée seulement par les gouvernements nationaux sur la base du principe d'unanimité a montré ses limites en empêchant l'Union européenne de faire les choix nécessaires. Cela a été démontré lors du dernier sommet européen où les gouvernements ont été incapables de faire les choix pour le budget de l'Union.

Les référendums négatifs en France et aux Pays Bas montrent que l'unification de l'Europe ne peut être réalisée qu'en impliquant les citoyens européens dans un débat plus large sur les questions majeures concernant l'avenir de l'Europe. Avec la réouverture du débat constitutionnel les citoyens sont maintenant au cœur du processus politique en Europe, tandis que les gouvernements n'ont plus été capables de prendre des décisions conformes aux souhaits des citoyens.

Pour assurer la **pleine participation des citoyens** à l'avenir de l'Europe, l'UEF demande:

a) aux Etats membres de **poursuivre le processus de ratification du projet de Constitution** pour l'Europe, qui a déjà été ratifié dans 10 Etats membres, représentant

plus de 50 % de la population totale de l'Union ;

b) au Parlement Européen de convoquer une **Conférence des Parlements ("Assises")** afin de débattre avec les parlements nationaux les sujets fondamentaux pour l'Europe et pour élaborer une solution positive au processus constituant ;

c) à la Commission Européenne de proposer un **plan pour la croissance et l'emploi en Europe** avec le but de réaliser les objectifs de Lisbonne et qui serait basé financièrement sur un **budget pluri-annuel radicalement réformé** -avec un plafond de 1,24 % du Produit national brut (PNB), permettant à l'Union de financer des politiques reflétant ses priorités politiques ;

d) aux Etats qui ont lancé les initiatives dans le domaine de la sécurité et de la défense (comme la France, l'Allemagne, la Belgique ou le Luxembourg) de continuer à impliquer d'autres Etats, dans le but de présenter un **projet politique véritablement européen**.

L'UEF s'engage à tenir -en commençant à Gènes en décembre 2005 et à Vienne en juin 2006- des **Conventions des citoyens européens** ouvertes aux parlementaires européens et nationaux, aux représentants régionaux et locaux et aux organisations de la société civile, afin d'établir un dialogue démocratique avec des élus politiques à tous niveaux, avec le but d'évaluer la volonté des citoyens européens d'affronter, unis, les défis du nouvel environnement international et pour donner une solution positive pour l'avenir de l'Europe.

Il y a « trente ans »...

...nous avons publié.

LE FASCISME COMME DERNIER REMPART DE L'ETAT NATIONAL.

Essai de Francesco ROSSOLILLO

Déjà publié dans *Fédéchoses*, numéro double 19-20 du 1^{er} semestre 1977. Edition italienne, « *Il fascismo come ultima linea di difesa dello Stato nazionale* », *Il Federalista*, Pavie, numéro 2 de 1977.

I

Aucune recherche sur la nature et les causes du fascisme ne peut faire abstraction de deux données de fait. La première est la dimension européenne du phénomène. Il y eut des mouvements ouvertement fascistes, proches du fascisme, ou à tout le moins clairement autoritaires, qui marchèrent au pouvoir entre les deux guerres mondiales, non seulement en Allemagne et en Italie, mais dans la majeure partie des Etats européens.

Et même dans de nombreux Etats où le fascisme ne réussit pas à s'emparer des leviers du pouvoir se développèrent en tout état de cause des partis d'inspiration fasciste numériquement consistants, dont la présence constitua, en raison de la violence verbale de leur propagande et de la violence physique de leur action, une menace permanente pour les institutions démocratiques. Cet état de fait suggère de rechercher les causes du phénomène dans le cadre européen et mondial, en évitant l'erreur de limiter l'étendue de la recherche au cadre national.

La seconde donnée de fait est sa nature de phénomène de masse. Les régimes fascistes n'ont pas été imposés par de petites minorités à des populations inertes ou opposantes, mais ils ont été fondés sur le consensus de millions de citoyens de toutes les classes sociales, qui ont vu en eux la seule solution possible à la grave crise économique, politique et sociale que traversait l'Europe depuis la fin de la première guerre mondiale. Il en résulte que les causes du fascisme doivent être recherchées non pas dans les intérêts de tel ou tel groupe de pression, mais dans une contradiction objective face à laquelle se trouvèrent à l'époque les Etats européens, et dont le fascisme put se présenter de manière plausible comme l'unique manière de s'en sortir.

II

Le fascisme a été le produit historique de la contradiction apparue dans les premières décennies du vingtième siècle en Europe entre le rythme de développement du mode de production et la structure de l'Etat national.

Ce fut en effet à cette époque que pour la première fois l'avance du processus d'industrialisation et du progrès technologique atteignit des seuils de productivité tels qu'elle eut besoin, pour continuer sa progression de marchés de dimensions continentales. Telle fut la cause de la séparation qui commença alors à se préciser

toujours plus nettement entre le rythme de développement de l'économie américaine et celui de l'économie européenne. Aux Etats-Unis, là où existait un marché continental, ce fut l'époque à laquelle apparurent les grands trusts, où la production connut une expansion sans précédent dans tous les secteurs principaux et où le bien être se répandit dans toutes les couches de la population.

Il ne se passa pas la même chose en Europe. Il est certain qu'en Europe également le développement important que connut le commerce international de 1870 à la fin du siècle démontre que l'économie tendait à dépasser la dimension nationale et à chercher un espace continental. Mais cette tendance trouva son chemin obstrué par un obstacle politique insurmontable qui l'empêcha de se poursuivre et même en inversa la direction dans les premières années du vingtième siècle. C'est depuis cette époque que le mode de production a eu la tendance de « forcer » dans la cage désormais trop étroite de la dimension nationale.

D'autre part, durant la période à cheval sur les deux siècles, l'introduction dans tous les grands Etats européens du suffrage universel et la reconnaissance du droit des travailleurs de s'organiser en syndicats marqua la fin de la marginalisation sociale et politique de la classe ouvrière. La diffusion de la méthode de la négociation collective et l'instrument de la grève permirent aux organisations syndicales de porter le pouvoir d'achat de la classe ouvrière au niveau le plus haut compatible avec le degré de développement du mode de production et entraîna rapidement la saturation des marchés internes. Cela signifie que l'on avait atteint le terme de ce que nous pourrions définir comme la phase aigüe de la lutte des classes, c'est à dire de cette phase dans laquelle les changements révolutionnaires successifs des rapports de force entre les classes avaient permis la libération progressive de toutes les forces productives existant potentiellement dans la société, déplaçant à chaque fois les goulots d'étranglement qui faisaient obstacle à la progression du processus d'industrialisation.

Au début du vingtième siècle, donc, l'économie européenne se trouvait dans un cercle vicieux. L'Europe avait virtuellement cessé d'être, du point de vue économique, le centre du monde.

III

L'obstacle politique qui interdit à l'économie européenne d'acquiescer la dimension continentale qu'elle recherchait et de répondre ainsi au défi américain fut la nature de l'équilibre européen des Etats. Celui-ci n'enregistra pas, sinon de manière indirecte et inconsciente, les profondes transformations en cours dans les modes de production. Les Etats-Unis, trop vastes et trop éloignés, demeuraient une entité politique inactive sur la scène mondiale. La Russie, plongée au début dans le Moyen-âge, puis repliée sur elle-même dans l'effort pour en sortir, devait rester encore longtemps en marge de l'équilibre international. Politiquement l'Europe continuait donc d'être le centre du monde, même si elle avait virtuellement cessé de l'être économiquement.

L'équilibre européen maintenait donc sa physionomie classique de système chargé de tension, caractérisé par la présence endémique du danger de guerre. Le problème fondamental des gouvernements européens restait celui de se garder de leurs voisins. Un nouvel épisode de l'alternance séculaire entre équilibre et hégémonie se dessinait avec l'émergence menaçante de la puissance allemande et c'est autour de cet événement que planait le sort du monde.

L'Etat national européen apparaissait donc encore dans la splendeur de sa puissance, et ses traits distinctifs -qui avaient bâti leurs fondations sur les caractéristiques structurelles de l'équilibre européen- demeuraient inchangés dans leur nature : la centralisation et l'autoritarisme fondamental, justifiés par la nécessité de contrôler de manière stable et de mobiliser rapidement toutes les ressources du pays pour affronter le danger permanent de guerre; du militarisme, lié au rôle nécessairement prépondérant des armées à conscription obligatoire, au nationalisme -diffusé et alimenté par le canal de l'armée et de l'école d'Etat- déterminé par la nécessité de susciter et de maintenir chez les citoyens un sentiment de profonde identification avec l'Etat, tel qu'il justifie même le sacrifice de la vie pour la Patrie.

IV

Cela ne signifie pas que l'équilibre européen ne subit pas les contrecoups des profondes transformations en cours au niveau des forces productives.

C'est la même évolution du mode de production qui avait déterminé le décollage impressionnant de l'économie américaine qui avait en effet contribué à la même époque à rendre plus tendu l'équilibre européen, dans la mesure où l'extension des réseaux de communication, l'évolution des moyens de transport et le perfectionnement technique des armements rendaient la guerre potentiellement beaucoup plus rapide et destructive, et donc rendaient toujours plus évidente l'insuffisance des dimensions territoriales des Etats nationaux européens même du point de vue stratégique. Le nouveau danger hégémonique -venant de l'Allemagne- acquiesçait par conséquent un caractère dramatique sans précédent, car il mettait en jeu l'existence même des autres Etats du

continent, et plaçait en conséquence leur classe politique face à la nécessité de mobiliser, pour faire front à la menace, toutes les ressources du pays avec une intensité jamais atteinte jusque là, exaspérant les caractéristiques structurelles détériorées des Etats nationaux.

En particulier, la nouvelle situation rendit inévitable le recours au protectionnisme conduisant à une graduelle inversion de la tendance à l'expansion du commerce international. L'état de tension croissante de l'équilibre européen mettait chaque Etat devant la nécessité d'acquiescer son indépendance vis à vis de l'extérieur pour l'approvisionnement de tous les biens essentiels, du contrôle desquels pouvait dépendre l'issue d'une guerre toujours possible. De l'autre côté le niveau jamais atteint de la productivité interdisait de perdre les marchés extérieurs conquis dans la phase précédente pour ne pas compromettre gravement les niveaux de l'emploi.

Il s'agissait évidemment de deux exigences inconciliables. Il en résulta peu à peu l'introduction généralisée de barrières douanières toujours plus élevées et la pratique du soutien à l'exportation. Les premières guerres commerciales apparurent. Sur l'Europe commença à planer la menace des crises de surproduction.

V

La première guerre mondiale fut le premier résultat catastrophique de ces contradictions et accéléra à son tour dramatiquement le processus. Elle fut la conséquence inévitable de la tentative désespérée de l'Allemagne-le pays qui, par son potentiel productif, par sa position géographique au centre du continent et par le manque de colonies, vivait la contradiction de la manière la plus exacerbée- de se libérer des entraves de l'équilibre européen et de devenir un pôle d'un nouvel équilibre mondial.

Au cours de la première guerre mondiale le précaire équilibre européen ne put être rétabli -fait sans précédent dans l'histoire- que grâce à l'intervention d'une puissance extra-européenne. Mais, après la paix de Versailles, les Etats-Unis, inconscients de leurs nouvelles responsabilités mondiales objectives se retirèrent de nouveau dans l'isolement, laissant les Etats européens plus divisés que jamais. Le déséquilibre général, engendré par la guerre, les dettes des pays européens à l'égard des Etats-Unis et de celles de l'Allemagne par rapport à toutes les puissances victorieuses, détermina l'exaspération des politiques protectionnistes. Le *gold standard* fut peu à peu abandonné. L'Europe tomba dans le chaos monétaire. Le commerce international se resserra de manière toujours plus marquée. Commença pour tous les pays européens -même si ce fut avec une gravité diverse dans les différents pays et avec l'alternance de phases aigües avec d'autres de reprise apparente- une longue période de grave crise économique et sociale.

Tel fut le bouillon de culture du fascisme. L'autoritarisme structurel des Etats centralisés du continent européen

avait depuis toujours compromis la capacité de leurs institutions de résorber en leur sein les tensions sociales, et avait pour cela toujours été à l'origine de l'existence de mouvements d'inspiration révolutionnaire. Ces mouvements avaient été les instigateurs et les protagonistes des grandes révolutions libérale, démocratique et socialiste dans lesquelles s'était exprimée la maturation de la conscience civile dans l'Europe des années 1800. Mais comme nous l'avons vu, après la première guerre mondiale, il n'y avait plus de place à l'intérieur des Etats nationaux pour des transformations révolutionnaires. Le résultat objectif des sursauts de rébellion, dans l'Italie de l'après-guerre d'abord puis peu à peu dans les autres pays européens où la démocratie était plus faible et récente, fut seulement de réduire au minimum le consensus dans les institutions démocratiques jusqu'à en provoquer le total effondrement créant l'anarchie et la paralysie de la production.

Le fascisme, dans cette situation, put s'appuyer sur le besoin naturel des citoyens -et même des travailleurs- de voir rétablies les conditions minimales d'une coexistence civile ordonnée et d'une poursuite régulière du travail dans les usines. De là vient le large consensus populaire dont les mouvements fascistes purent bénéficier au moment de la prise du pouvoir et dans la première phase de son exercice.

VI

Mais si le fascisme pouvait voiler, pour une certaine période, les termes de la contradiction qui l'avait engendré, il n'avait cependant certainement pas le pouvoir de la résoudre. L'origine de la crise résidait dans la permanence anachronique de la structure historiquement dépassée de l'Etat national, dont les dimensions étaient désormais constitutionnellement inadéquates pour résoudre les problèmes posés par l'évolution du mode de production. Et le fascisme répondait au défi, non pas en tentant de dépasser la structure de l'Etat national, mais au contraire par la tentative désespérée d'en prolonger l'existence au moyen d'une mobilisation paranoïaque de toutes ses ressources.

Du reste pour tenter de dominer la crise économique et sociale de la période qui suivit la première guerre mondiale, spécialement dans les pays de tradition démocratique récente comme l'Italie et l'Allemagne et dans le cadre d'un équilibre européen chargé de tensions et disposant de l'instrument institutionnel de l'Etat national, la voie à suivre était toute tracée. Il s'agissait de rétablir à tout prix l'ordre public par une répression impitoyable et la suppression des oppositions, de garantir le niveau de l'emploi en renforçant artificiellement la demande interne par une politique massive de la dépense publique dont le secteur d'intervention le plus naturel étant donné le cadre international existant, était celui des commandes à l'industrie d'armement; il s'agissait d'exaspérer les réflexes nationalistes déjà importants des citoyens, pour rendre acceptable à leurs yeux les dépenses militaires et les sacrifices salariaux et fiscaux conséquents; il fallait mener spécialement dans le cas de l'Etat le plus fort, l'Allemagne une politique extérieure

impérialiste dans la tentative désespérée d'étendre l'étroit marché national en élargissant les confins de l'Etat (la théorie de l'espace vital), de se libérer de tout résidu de dépense économique à l'égard de l'étranger en favorisant artificiellement la production de biens se substituant à ceux qui étaient habituellement importés.

C'est de cette manière que les traits caractéristiques de l'Etat national européen furent portés à leur expression la plus cohérente et rigoureuse. La centralisation et l'autoritarisme devinrent totalitarisme; le nationalisme fanatique, xénophobie; le militarisme, impérialisme; le protectionisme, autarcie. Toute la bestialité qui était en germe dans le principe national à dater du moment où il est apparu dans l'histoire avec la Révolution française se manifesta dans le fascisme de la manière la plus complète.

VII

Dans une première phase, le fascisme donna l'impression d'être en mesure de dépasser la crise qui lui avait permis de prendre le pouvoir. En Italie après 1922, en Allemagne après 1933 et dans les autres pays où des mouvements de type fasciste parvinrent au pouvoir, la paix sociale revint même s'il s'agissait de paix des cimetières et l'activité économique reprit. Mais le mécanisme que les gouvernements fascistes avaient inculqué portait en lui même le germe de la catastrophe. L'impérialisme, l'hypertrophie de l'industrie de guerre et l'exaltation nationaliste menèrent inexorablement l'Allemagne à la deuxième guerre mondiale et la défaite des puissances de l'Axe, oeuvre de deux puissances de dimension continentale, l'une étrangère et l'autre marginale par rapport à l'équilibre européen, marqua le début de l'agonie de l'Etat national et la crise définitive du principe qui le légitimait, l'idée de nation.

Mais le fascisme, indépendamment de la défaite qu'il subit dans la seconde guerre mondiale, était en tout état de cause destiné à être le moyen de nier historiquement l'Etat national. L'aventure impérialiste de Hitler en effet, même dans l'hypothèse impossible où elle se serait conclue victorieusement, aurait conduit à la formation d'un Etat plurinational de dimension continentale, dont la légitimation idéologique n'aurait plus été fondée sur l'idée de nation, mais sur une autre idée, autrement brutale et bestiale, mais susceptible d'être utilisée dans cette dimension nouvelle à laquelle la première était inadaptée; c'est à dire la race.

Le fascisme donc, tant qu'il portait la formule de l'Etat national à ses extrêmes conséquences, mettait à nu sa contradiction et le caractère inévitable de son dépassement. Il a été le dernier rempart historique de l'Etat national. Mais en même temps il a eu pour fonction de précipiter sa crise vers sa conclusion fatale.

VIII

Le début de l'agonie de l'Etat national est allé de pair avec la fin de l'équilibre européen et le début de l'équilibre mondial, sanctionné par la victoire alliée dans

la seconde guerre mondiale. Le nouvel équilibre couronna définitivement le processus de transfert du pouvoir, commencé depuis des décennies, de l'Europe aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Union Soviétique. L'Europe a cessé depuis lors d'être le centre du monde, même du point de vue politique, et ne peut même plus se le figurer. Les Etats du continent, détruits et épuisés, devinrent satellites de deux superpuissances. Pour les Etats de l'Europe occidentale le problème stratégique cessa de consister à se défendre mutuellement de leurs propres voisins territoriaux et se transforma en la défense commune de l'Occident considéré comme un tout contre la menace soviétique, dans le cadre de l'alliance atlantique, sous le leadership américain. Ainsi fut détruit l'équilibre du pouvoir dans lequel l'Etat national avait pu s'affirmer comme modèle d'organisation politique des rapports entre les hommes. Le nationalisme, responsable de la ruine de l'Europe, était définitivement en crise. Vint ainsi à manquer même la base politique du protectionnisme elle-même, et l'économie européenne, depuis longtemps comprimée dans le corset contre nature de l'Etat national, sous l'impulsion du Plan Marshall, déborda au delà des frontières nationales et acquit, même si ce fut en termes précaires et imparfaits, une dimension continentale, d'abord avec la C.E.C.A. Et ensuite avec le Marché Commun, grâce auquel l'Europe retrouva une prospérité comparable à celle des Etats-Unis.

Le processus d'intégration européenne, commença ainsi, fondé sur la connaissance diffuse de l'incapacité de l'Etat national à être le cadre politique du progrès civil, rendu possible par le degré de développement atteint par les forces productives.

Mais l'Etat national, même s'il est agonisant, n'est pas mort, car les institutions ne meurent que lorsqu'elles sont supplantées par d'autres institutions capables de résoudre les problèmes face auxquels les premières ont failli. Et le processus d'intégration européenne, inspiré par la logique du fonctionnalisme, n'a pas su jusqu'à aujourd'hui créer

de structure alternative à celle de l'Etat national. Au contraire, le succès même de la Communauté économique européenne a contribué à lui redonner une apparence de force, -même si elle est trompeuse-. Ainsi s'amoncellent de nouveau à l'horizon de l'Europe les menaces du protectionnisme, du désordre monétaire et de la crise économique et sociale. Et avec elle, celle de la renaissance du fascisme qui, né de l'Etat national, ne pourra être définitivement extirpée qu'avec son dépassement.

La Fédération européenne; comme seule alternative institutionnelle démocratique à l'Etat national, est le seul objectif historique qui, garantissant l'irréversibilité du processus d'intégration économique du continent et en le portant à son terme, rende possible un avenir dans lequel le fascisme, en Europe, serait définitivement vaincu. Certainement, le passé ne revient jamais sous les mêmes formes, et le fascisme qui réapparaît aujourd'hui est différent de celui de la période de l'entre-deux guerres, de la même manière que l'Etat national qui vit aujourd'hui sa longue agonie est différent de celui qui, durant la même période, rassemblait désespérément toutes ses forces dans le vain effort de se soustraire à sa destinée historique. Mais la menace qui pèse aujourd'hui sur l'Europe n'en est pas pour autant moins grave. Il s'agit de l'entrée des Etats européens dans la spirale du sous-développement économique et social et de leur décadence définitive au rang des satellites coloniaux des Etats-Unis. Et ce ne serait plus dans la perspective progressiste de l'immédiat après-guerre quand la tutelle américaine avait eu la fonction bénéfique de créer les conditions politiques pour le démarrage du processus d'intégration, mais dans la perspective réactionnaire de la seule alternative possible à l'incapacité de l'Europe de la mener à son terme. Si l'Europe ne sait pas, en s'unifiant politiquement, affronter cette menace, c'est le fascisme sinistre et sans illusion d'aujourd'hui qui sera son digne guide pour l'amener à sortir de l'histoire de la civilisation.

Francesco ROSSOLILLO

Ancien président de l'*U.E.F.-Europe*. Directeur, de la mort de Mario Albertini à la sienne, il y a quelques mois, de la revue de politique *Il Federalista* (Pavie) et rédacteur, sous le pseudonyme de *Publius*, de la *Lettre européenne*. L'équipe fondatrice de *Fédéchoses - pour le fédéralisme* a depuis toujours été étroitement associée à ses travaux et à l'école de pensée italienne du fédéralisme militant de l'après-guerre, même si Jean-Luc Prevel pouvait écrire dans notre dernier numéro en rendant à Francesco Rossolillo un « dernier » hommage que « *Nous n'adhérons pas toujours, ces dernières années, à ses choix stratégiques en particulier sur la Constitution européenne, mais bien au delà nous partageons avec lui, et partageons toujours avec ses compagnons, les mêmes valeurs et la même pensée qui nous conduisent à militer ensemble pour un fédéralisme européen et mondial.* »

Les Cahiers de la Constitution fédérale européenne.

N° 5 : Lionel ROBBINS - *Aspects économiques de la fédération (1940).*

N° 6 : Mario ALBERTINI - *Qu'est-ce que la fédération ?*

Le fédéralisme dans l'histoire de la pensée.

N° 7 : Clarence STREIT.

N° 8 : Jean MONNET (sous presse).

Mercedes BRESSO,
présidente du Piémont,
membre du Comité des régions de l'Union européenne,
présidente de l'U.E.F.-Europe.



Mercedes BRESSO, alors députée au Parlement européen, présidente de la Région Piémont suite aux récentes élections régionales en Italie, a été élue présidente de l'U.E.F. lors de son Congrès européen extraordinaire des 9-10 avril à Bruxelles.

Après 8 années à la présidence de l'U.E.F., le député européen allemand Jo LEINEN avait en effet désiré mettre un terme à son mandat afin de se consacrer pleinement à ses nouvelles fonctions de président de la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen.

Jo LEINEN avait été élu lors du Congrès européen de l'U.E.F. de Vienne (avril 1997) qui avait lancé la Campagne des fédéralistes pour la Constitution européenne ; il s'est dit très satisfait des succès des fédéralistes dans les dernières années qui ont réussi à convaincre le Parlement européen, la présidence belge de l'Union à propos de la *Déclaration de Laeken*, puis la Convention européenne présidée par Giscard d'Estaing, de la nécessité d'une Constitution européenne qui rende l'Union européenne plus démocratique et efficace. « *La première Constitution européenne est un pas en avant important, mais pas la fin de l'intégration européenne* », avait-t-il déclaré à Bruxelles.

Après son élection, Mercedes BRESSO, avait, elle, appelé les fédéralistes à engager toutes leurs forces dans les campagnes de ratification de la Constitution européenne à commencer par celle du référendum en France car la résultat de cette consultation devrait avoir une signification européenne qui ne devait pas être conditionnée par des raisons de politique nationale. "C'est pour cela -avait dit Mercedes BRESSO- que je veux m'engager personnellement en tant que présidente des fédéralistes européens mais aussi d'une région frontalière comme le Piémont qui porte un intérêt majeur à une union de plus en plus étroite de l'Europe. Je vais solliciter mes collègues Présidents des régions françaises pour qu'ils s'engagent dans la bataille pour le OUI".

Mme. BRESSO, à l'époque membre du groupe PSE du Parlement européen et du Comité d'animation de l'Inter groupe fédéraliste pour la Constitution européenne, a ainsi en particulier pris la parole le 12 mai lors d'un meeting national à Grenoble organisé par le Comité de gauche pour le Oui (auquel ont assisté divers membres des Jeunes Européens - Grenoble et de l'UEF Rhône-Alpes) et participé le 26 mai à la Chaîne humaine organisée par l'Inter groupe fédéraliste à Paris. Nous publions dans ce numéro le texte de son Appel aux Présidents des régions françaises à s'engager clairement et activement dans la campagne référendaire et le texte de son éditorial de la Newsletter de l'U.E.F.-Europe quelques jours avant le référendum français.

Après son élection à la présidence de l'U.E.F. le 9 avril, Mercedes BRESSO, a également annoncé à Bruxelles que l'U.E.F. avait pris l'initiative de réunir, début décembre 2005 à Gênes, une première Convention européenne des citoyens, avec d'autres organisations de la société civile et des partis politiques, en vue de préparer la plate-forme des étapes futures de l'union politique de l'Europe. Dans la nouvelle situation découlant des NON aux référendums français et hollandais et des décisions de prolongation de la période de ratification prise par le dernier Sommet européen de Bruxelles, l'initiative de la Convention européenne des citoyens demeure aujourd'hui de la plus haute importance.

Depuis son élection à la présidence de l'U.E.F.-Europe, Mercedes BRESSO a dû en conséquence des lois électorales italiennes démissionner de son mandat européen pour se consacrer à la présidence du Piémont et à ses importantes responsabilités au sein du Comité des Régions de l'Union européenne.

Appel « LA GAUCHE EUROPEENNE POUR LE OUI »

A l'initiative de l'U.E.F., quelques jours avant les référendums en France et aux Pays-Bas, 11 personnalités importantes la gauche européenne -dans sa grande diversité politique et syndicale, comme le montre en particulier la signature de Mme. Sylvia-Yvonne Kaufmann, vice-présidente Gauche unie européenne du Parlement européen et présidente du PDS allemand (néo-communiste) ont souhaité intervenir collectivement dans les campagnes référendaires de ces deux pays pour des raisons propres à la gauche et ont ainsi lancé l'« Appel de la Gauche européenne pour le OUI ».

Cet important appel qui devait être publié dans *Libération* a finalement été à la dernière minute refusé par ce quotidien en vertu d'une application extrêmement restrictive des réglementations françaises régissant les publicités payantes en période de campagne électorale. Les coûts initiaux d'insertion (30.000 €) avaient été intégralement financés par les militants italiens de l'U.E.F.

REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION EUROPEENNE

POUR L'UNITE DE LA GAUCHE EN FRANCE ET EN EUROPE VOTEZ OUI

Qu'est-ce que la Constitution ? C'est le cadre du tableau et c'est aux Européens de le peindre à leurs couleurs...

Josep Borrell, Président du Parlement Européen (PSE, Espagne)

« La Constitution ouvre à la Gauche de nouvelles possibilités de combat pour une Europe sociale »

Sylvia-Yvonne Kaufmann, Vice-Présidente du Parlement Européen (Gauche Unitaire Européenne, Allemagne)

« Je soutiens avec conviction la Constitution Européenne dans la mesure où elle apporte de nouveaux outils aux sociaux démocrates d'Europe pour faire face à la mondialisation et pour créer plus et de meilleurs emplois »

Poul Nyrup Rasmussen, Président du Parti des Socialistes Européens, Député européen (PSE, Danemark)

« Il faut voter OUI si nous voulons que notre système politique et social tienne le choc et apporte un réel contrepoids à la mondialisation car l'objectif de la Constitution n'est pas une Europe libérale mais l'économie sociale de marché »

Daniel Cohn-Bendit, Co-Président du Groupe des Verts/ALE au Parlement européen

« Les citoyens sont les gagnants de la Constitution, car celle-ci fait avancer l'Europe démocratique et sociale »

Jo Leinen, Député européen (PSE, Allemagne), Président de la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen

« Les valeurs et les objectifs repris par la Constitution sont ceux qui sont partagés partout par les socialistes de notre continent. Le contraste avec le capitalisme de style américain ne pourrait être plus clair »

Richard Corbett, Député européen (PSE, Royaume-Uni), Co-Rapporteur du Parlement européen sur la Constitution

« Partout en Europe, à l'Est comme à l'Ouest, les citoyens veulent bénéficier des mêmes droits sociaux ; ceux-ci seront garantis par la Constitution européenne »

Libor Roucek, Député européen (PSE, République tchèque)

Aucun pays ne peut imaginer son avenir tout seul. L'Europe est l'avenir de chacun de nous. Pour une Europe de la paix, du développement et de la justice sociale, le Oui de la France au Traité constitutionnel est indispensable

Piero Fassino, Secrétaire Général des D.S. (PSE, Italie)

« L'Europe de demain sera plus juste, équitable et soutenable seulement si elle mettra en commun ses valeurs sociales. La Constitution donc relève cette défi et garantit les bases politiques pour relancer la croissance et notre modèle sociale »

Mercedes Bresso, Présidente de la Région Piémont, Présidente de l'Union des Fédéralistes Européens (U.E.F.)

Pour plus des droits sociaux pour les citoyennes, pour moins de droit de veto des gouvernements nationaux, nous, la jeune génération de gauche, soutenons la Constitution.

Giacomo Filibeck, Président ECOSY - Jeunes Européens Socialistes

« Les capitalistes n'ont pas besoin de la Constitution européenne, nous (les syndicats européens) si »

John Monks, Secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.)

AVEC CETTE CONSTITUTION, NOUS NOUS ENGAGEONS A DONNER PLUS DES POUVOIRS EN EUROPE AUX CITOYENS ET AUX TRAVAILLEURS

Editorial de Mercedes BRESSO, dans la *U.E.F. Newsletter* de mai 2005

L'Europe se trouve devant de nouveaux choix fondamentaux : la ratification de la Constitution européenne a rappelé une série de questions et de doutes auxquels il faut faire face : *quelle sorte d'Europe voulons-nous ? Quelles sont les valeurs et les perspectives de la nouvelle Europe ? Nous faut-il une plus grande libération du marché ou davantage de cohésion sociale ? Sommes-nous prêts pour une économie politique européenne unique ? L'Europe peut-elle supporter un nouvel élargissement ?*

Le débat sur la ratification en France est important pour nous tous car pour la première fois les citoyens européens se retrouvent face à l'avenir de l'Europe et qu'ils sont divisés sur des questions politiques d'actualité telles que l'économie politique, les libertés civiles et la politique étrangère. Le débat reflète la crainte du dumping social exprimée par les partisans du NON de gauche, ou de l'autre côté de l'éventail politique, l'instinct nationaliste de l'aile droite qui ne veut pas de la Turquie au sein de l'Europe.

Les partisans de la ratification ont de meilleurs arguments : la Constitution est un cadre normatif et ne prévoit pas un marché "libre pour tous" libéralisé. Selon la Constitution, les 25 pays devraient appliquer des droits sociaux significatifs et pour certains d'entre eux, il s'agit d'une grande avancée. L'introduction de la monnaie unique a donné un élan considérable à l'intégration régionale mais le pouvoir limité de la Banque centrale européenne a montré de manière dramatique les limites d'une banque centrale qui n'est pas encore une banque fédérale ; la Constitution ouvre la voie à une plus large intégration économique. En ce qui concerne la Turquie, le Traité servira à mesurer les progrès de ce pays sur le plan des droits de l'homme et des libertés civiles et par conséquent à évaluer son entrée par le biais de la démocratie et de la liberté et non par le biais d'un test de civilisation. La Constitution permet ces changements et ouvre la voie à une phase d'intégration européenne dans laquelle les citoyens soient directement impliqués et puissent influencer l'avenir du continent. Le débat a créé la possibilité d'une Union européenne vraiment responsable.

Par conséquent, selon moi, les fédéralistes doivent défendre avec ardeur le OUI à la Constitution non parce que le Traité est "parfait" ou "fédéraliste" mais parce qu'il permettrait de faire avancer l'intégration européenne et qu'il nous rapprocherait donc de notre objectif final.

En conclusion, quel que soit le vote de la France, préparons-nous pour une nouvelle période d'engagement car avec un OUI ou un NON à la Constitution le débat européen a changé et il sera davantage influencé par le point de vue et les perspectives fédéralistes.



Turin, le 10 mai 2005

La Presidente

Monsieur Jean-Jack QUEYRANNE
Président
Conseil régional de Rhône-Alpes
78, Route de Paris
BP 19
69751 Charbonnières-les-Bains Cedex
FRANCE

Prot. n° 8822/S.1/S.45

Monsieur le Président,

pour la première fois, les Etats et les peuples européens doivent se prononcer sur une constitution pour l'Europe.

C'est un rendez-vous historique. Résultat d'années d'efforts, cette Constitution fait avancer la construction de l'Europe en apportant à chacun de ses citoyens de l'espoir et du progrès.

Avec la Constitution, l'Europe est plus démocratique: elle consacre les droits fondamentaux; elle fait de l'égalité entre les femmes et les hommes une valeur de l'Union et consacre cet objectif pour toute politique publique. Elle renforce le rôle des parlements européens et nationaux; elle donne aux citoyens un droit d'initiative;

Avec la Constitution l'Europe est plus solidaire: elle fait du plein emploi et de la justice sociale des objectifs que l'Union doit atteindre; elle consacre le rôle des partenaires sociaux; elle préserve les services publics;

Avec la constitution l'Europe est plus sûre. Elle nous donne les moyens de lutter contre le terrorisme, la grande criminalité et tous les trafics.

Enfin, avec la Constitution l'Europe est plus forte dans le monde. En jetant les bases d'une diplomatie commune elle permet à l'Europe de s'affirmer dans les grands débats internationaux.

C'est pour ces raisons fondamentales que en tant que Présidente d'une région italienne, une région frontalière je veux vous m'adresser pour que vous souteniez cette Constitution qui est une chance pour l'Europe entière.

Je crois que nous citoyens européens nous sommes tous concernés directement par le résultat du référendum en France. Sans la France il n'y a pas d'avenir pour cette Constitution et sans l'Europe la France perdra l'influence positive qu'elle a su mettre au profit de la construction européenne, d'une Europe plus unie, premier pas vers la construction d'un ordre international fondé sur la justice et la démocratie.

Sans la Constitution et sans l'appui de la France l'Europe demeurera impuissante sur la scène internationale et incapable de gouverner son économie dans un contexte où les défis sont globaux.

Sans le soutien massif des citoyens français à la Constitution européenne il ne peut y avoir d'Europe politique.

C'est pour cette raison que je vous demande de soutenir activement le OUI auprès de vos citoyens et je suis à votre disposition pour soutenir tous vos efforts.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Mercedes Bresso

Appel des altermondialistes « pour le OUI au Traité constitutionnel »

22 mai 2005

Nous altermondialistes, membres d'ATTAC ou sympathisants, appelons à voter OUI au Traité constitutionnel européen.

Ce sont les principes fondateurs d'ATTAC qui nous poussent à suivre notre conscience plutôt que la direction nationale d'ATTAC.

Rappelons ces principes énoncés dans la plate-forme du mouvement international ATTAC. Les 11 et 12 décembre 1998, ATTAC écrivait : « *Au nom d'une transformation du monde présentée comme une loi naturelle, les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin. Un tel abaissement, une telle impuissance nourrissent la progression des partis antidémocratiques. Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle au niveau national, européen et international.* »

En entourant les traités actuels par la charte des droits fondamentaux, dont les droits sociaux, et par un progrès très important du contrôle démocratique de l'Union, c'est précisément ce que le traité constitutionnel fait.

Rappelons d'abord que la partie III qui est tant décriée n'est que la reprise des traités qui sont actuellement appliqués. Qu'un rejet du Traité constitutionnel européen, loin de la remettre en cause, lui laisse le champ libre.

Au contraire, adopter les parties I et II, ainsi que le titre I de la troisième partie, c'est permettre la régulation des lois du marché par des droits fondamentaux reconnus à chaque citoyen européen, ainsi que par un contrôle démocratique de l'Union nettement amélioré : par une extension importante des pouvoirs du parlement, de la « codécision », par une ouverture vers une démocratie participative qui n'a pas d'équivalent en droit français, le

droit de pétition, par la mise en place du vote public au sein du conseil des ministres européens, qui permettra de mettre fin à l'hypocrisie des gouvernements notamment en France, par la reconnaissance et l'institutionnalisation du dialogue social.

Le Traité constitutionnel européen contient de nombreuses avancées qu'ATTAC a appelé de ses vœux, et avait inscrit dans sa contribution à la convention sur le futur de l'Europe (novembre 2002) : égalité entre femmes et hommes, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, lutte contre toutes les formes de discriminations, un développement durable respectueux de l'environnement et des espèces végétales et animales, reconnaissance et défense de la représentation des minorités, possibilité de recours en cas de litige pour garantir la justice pour tous. On pourrait également citer les droits des enfants ou des familles, la protection de la santé de chacun et de la santé publique.

Ces avancées sont présentes dans la charte des droits fondamentaux, mais aussi dans les parties I et III (titre I) du Traité constitutionnel européen.

Comme des personnalités morales ou physiques fondatrices d'ATTAC (*Alternatives économiques*, *Charlie Hebdo*, Philippe Val ...), nous appelons à voter oui le 29 mai prochain.

Comme le dit Toni Negri, un des principaux inspirateurs des manifestations du contre G8 à Gênes, « *seule la poursuite de la construction européenne peut permettre de bâtir des alternatives globales* ».

Car décidément, la fidélité aux principes fondateurs d'ATTAC, c'est le vote OUI.

Premiers signataires :

Antoine ANCELET, adhérent d'ATTAC Rhône depuis 1999 - Arthur ANDRE, adhérent d'ATTAC Rhône - Roger FAVRY, adhérent et co-fondateur d'ATTAC Tarn et Garonne - Benjamin HUBERT, adhérent d'ATTAC Paris - Alain JUND, adhérent d'ATTAC Strasbourg depuis 1999 - Colette LECUYER, adhérente d'ATTAC Essonne - Alain LIPIETZ, adhérent d'ATTAC Paris, député européen - Olivier LONGERON, adhérent d'ATTAC Loire - Marie Odile NOVELLI, adhérente d'ATTAC, conseillère régionale Rhône Alpes (V.P.) - Michel PEREZ, adhérent d'ATTAC Rhône - Olivier RICHARD, adhérent d'ATTAC dans la Drôme - Christiane SCHWARTZ, adhérente d'ATTAC Rhône - Thierry SOLER, Loiret, membre d'ATTAC depuis 1999.

Alain BENARD, sympathisant - Romain BLACHIER, sympathisant, membre de l'association *Survie* - Michelle CAPIEU, sympathisante, militante écologiste - Bruno CHARLES, sympathisant, président de l'association *Observatoire pédagogique environnement nature*, fondateur d'une *Université solidaire* - Jean-Marie CHOSSON, sympathisant, conseiller municipal dans la Drôme - José COCH, sympathisant - Marie DUEE, sympathisante - Claudine DUPUY, sympathisante de la Réunion - Delphine FAVRE, sympathisante - Guillaume FILLON, sympathisant, à l'origine en 1999 de la création d'ATTAC 94 Nord - Cédric FOUILLAND, sympathisant - Christian GEOFFRAY, membre de *Voter Y* - Pierre HEMON, animateur de la *Coordination de vigilance contre l'extrême droite*, ancien porte-parole de *Ras le Front* - Fred NEAU, sympathisant, militant écologiste - René PELISSON, sympathisant, militant écologiste - Florent PESSAUD, sympathisant, délégué syndical *CGT* - Loïc ROBERT, sympathisant, président des *Jeunes Verts* de Lyon - Caroline SALMON, étudiante, sympathisante - Séverin TAGLIANTE, sympathisant, manifestant aux sommets de Nice et de Gênes - Luc VOITURIER, sympathisant...

COURRIERS ELECTRONIQUES DES LECTEURS

...également, pour deux d'entre eux,
membres de notre Comité de rédaction.



Quelques unes des nombreuses réactions reçues pas mail (23 au 25 mai) au texte « Attac pour le OUI » que nous avons diffusé par internet dès sa publication.

Roland CALBA - Lyon

Secrétaire général du Mouvement fédéraliste mondial Rhône-Alpes.

Comité de rédaction de Fédéchoses

Bien sûr, nous sommes au courant de cette prise de position, s'appuyant sur le texte de Toni Negri, et qui rassemble une quinzaine de noms d'adhérents (dont Alain Lipietz...) et une vingtaine de sympathisants. Leur démarche est légitime; je rappelle au passage, qu'en octobre/novembre 2004, Attac a organisé une consultation interne, concernant 30.000 adhérents environ, portant sur 2 questions : 1/ êtes-vous favorable ou non au TECE et 2 / acceptez-vous qu'attac donne à ses adhérents une indication de vote, en fonction du résultat de la consultation ? De mémoire, le résultat : environ 1 tiers d'exprimés (11.000/12.000), 83 % pour le rejet du TECE, 7/8 % favorable (donc un petit millier de votants). Le reste : indécis à cette époque. *Grosso-modo, idem* pour la 2e question.

Fort de son travail en amont (courant 2004 -texte des 25 propositions de modifications du projet) et du résultat de la consultation, Attac s'est engagée dans la campagne pour le NON. Pour le comité local Attac-Rhône, un travail important, sur plusieurs mois, a été réalisé par le groupe « Europe », travail de lecture, et relecture, analyses, du texte TECE ; un argumentaire a été construit en commun et un calendrier d'interventions diverses a été mis en place. Si bien que c'est près d'une centaine d'initiatives ou de participations à débats, contradictoires le plus souvent, où Attac-Rhône a été présente. Plus, toute une mobilisation des adhérents sur des points d'infos, tractages divers, boîtes aux lettres, etc.

Pour ma part, je ne me suis pas beaucoup investi sur ce travail d'analyse, d'argumentation et de restitution. La lecture de l'article 1-10 - titre II de la partie 1 : « *Toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre possède la citoyenneté de l'Union. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas* » a suffi à me convaincre du manque d'ambition réelle de la Convention pour ce qui n'est, tout compte fait, qu'un traité de plus, saupoudré d'un semblant de contenu politique, respectueux des souverainetés nationales et délibérément attaché à la sacro-sainte loi du marché, tel qu'il est mis en forme par l'OMC, assorti de négociations AGCS et autres.

Comme je l'avais déjà dit, et comme je l'ai dit hier soir, amicalement et en aparté (...) je ne comprends toujours pas pourquoi les fédéralistes ne se trouvent pas en première ligne pour la campagne du NON. Je me réserve par contre la possibilité de m'investir, dès le 30 juin et quel que soit le résultat du référendum, sur le chantier qu'Attac a prévu d'engager aussitôt sur la poursuite de la construction européenne. Ce sera difficile, il y aura des divergences de fond, de forme, d'étapes, de calendrier, mais ce sera passionnant. Je ne vois pas pourquoi les fédéralistes ne participeraient pas à cette réflexion, élargie aux partenaires de la campagne du NON, NON de gauche bien entendu...

A bientôt, amicalement.

Robert TOULEMON - Paris

Merci pour cette information que j'ai largement diffusée. A bientôt. R.T.

Alain REGUILLON - Orléans

Tout à fait d'accord pour ma part. Il me tarde que cette semaine arrive à sa fin, car je fais une indigestion du traité que j'aurais présenté plus de 40 fois... surtout, je ne supporte plus tous ces contradicteurs à la noix et de mauvaise foi (à moins qu'ils n'aient un mauvais foie). Enfin, gardons le moral, le OUI l'emportera ! Amicalement. Alain

Didier COLMONT - Paris

Conseil mondial du Mouvement fédéraliste mondial.
Comité de rédaction de Fédéchoses

Merci beaucoup, ...cette info est une excellente nouvelle ! Je l'envoie au *Monde Diplomatique* avec une lettre demandant l'arrêt de mon abonnement après 19 ans de fidélité, pour leur prise de position malhonnête pour le non. Amicalement.

Gérard COLLIAT - 01

(...) Je suis heureux de ne pas être seul à m'étonner que l'UEF ne soit pas en première ligne parmi les opposants à ce trait (...) Mais ce que j'en dis... Cordialement.

Philippe FERAL - Toulouse

Président de l'UEF Midi-Pyrénées

L'UEF, malgré son appel pour le OUI doit se préparer au NON et essayer de rebondir après le référendum en proposant d'orienter la construction européenne vers une Europe géographiquement plus cohérente en se référant à l'ancienne Europe des 9 ou des 12 ! En bref une avant-garde fédérale au sein de l'Europe des 25. C'est une modeste contribution au débat de l'après référendum au cas où le NON passe ! D'ici là bon vote !!

François COUTIN - Lyon

Comité directeur de l'UEF Rhône-Alpes

Excellent ! Je diffuse à mes copains proches d'ATTAC.

Bernadette PARINGAUX - 24

1° mail : Merci pour ce message que j'ai immédiatement transféré à notre fille dont l'ami est militant ATTAC. Autant en emportera le vent... Finalement, j'ai moi-même décidé de voter oui (...). J'hésitais encore entre le oui et l'abstention

2° mail : Ce matin, j'ai oublié de vous dire que le tract envoyé par le Parti occitan qui s'est prononcé pour le oui avait également compté pour moi, entre autres éléments. Cohn Bendit aussi, que certains considèrent comme traître. Amitiés.

Bruxelles, le 31 mai 2005



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'U.E.F. consternée : pour la deuxième fois dans l'histoire de l'après-guerre, la France rejette un projet d'union politique de l'Europe.

L'Union des fédéralistes européens (U.E.F.), a pris acte avec consternation du choix de la majorité des votants dans le référendum en France.

Alors que le projet de Constitution ouvrait la voie d'une union plus citoyenne et moins étatique de l'Europe, **les Français ont préféré le statu quo du Traité de Nice avec toutes ses déficiences** en matière de démocratie, d'efficacité et de capacité d'agir.

Pour des raisons d'ordre national et politique, **l'intérêt supérieur des Européens a été sacrifié.**

Après le rejet par le parlement français de la Communauté européenne de défense (C.E.D.) en 1954, c'est la deuxième fois que **la France prend la grave responsabilité de « torpiller » une avancée qualitative du projet d'union politique de l'Europe.**

Le vote français ne peut toutefois pas être considéré comme une condamnation du projet européen dans son ensemble. Comme des enquêtes d'opinion l'ont clairement montré, une part importante des votants du Non sont favorables à une Constitution qui puisse doter l'Europe d'une plus grande capacité d'action dans un certain nombre de politiques -de la lutte contre le chômage à la défense des intérêts européens dans le monde. Il est malheureusement à craindre que le vote des français aura un effet inverse et privera l'Union européenne de la possibilité de dépasser l'inadéquat Traité de Nice, en vigueur actuellement.

Le projet de Constitution ayant déjà été ratifié par 9 Etats membres de l'Union européenne (dont l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne) représentant plus de 49% de la population totale de l'Union, **le processus de ratification constitutionnelle peut se poursuivre.**

Après le vote français, il faut continuer malgré tout.



Bruxelles - 29.05.05

Les *Jeunes Européens fédéralistes (JEF-Europe)* sont profondément inquiets du fait que le NON l'ait emporté, comme prévu, au référendum qui s'est tenu ce jour en France. Il s'agit d'une question européenne et le référendum en France a été perdu pour des raisons principalement nationales.

« Ce résultat est un coup dur pour l'Europe et pour la France - on ne peut y échapper », a déclaré Jon Worth, Président de la *JEF-Europe*. « Mais il y a des leçons à en tirer. »

« Notre réaction doit être forte - le processus de ratification doit se poursuivre. En tant que fédéralistes, nous sommes en faveur d'une Europe des peuples et des Etats : la Constitution a été rédigée pour tous les citoyens européens et chacun doit avoir son mot à dire sur la question. »

« Aucune décision finale ne devra être prise avant que tous les Etats n'aient tenté la ratification. »

« Les dirigeants européens doivent prendre leurs engagements au sérieux et déclarer que la Constitution devrait entrer automatiquement en vigueur au cas où une majorité d'Etats et de citoyens y seraient favorables. On s'assurera ainsi qu'un seul pays ne pourra pas bloquer la volonté de tous les autres. »

Les militants de la *JEF-Europe* ont mené une campagne active en faveur de la Constitution européenne partout en Europe en prenant part à la **campagne trans-nationale pour le OUI.**

« Alors que les partisans du non étaient présent dans tous les réseaux populaires, les partisans du oui ont trop compté sur les grands discours d'hommes politiques qui n'inspiraient plus la confiance. »

« Les difficultés économiques, les questions sur la réglementation de l'immigration, l'entrée de la Turquie, la privatisation des services publics et d'autres débats nationaux, qui n'avaient pas grand chose à voir avec la Constitution, ont prévalu. Les bons arguments pour l'Europe ont à peine eu leur place », a regretté Jon Worth.

« Il faut qu'à l'avenir chaque partisan du OUI montre plus d'ardeur et de détermination, tout autant les institutions, les gouvernements et les parlements nationaux que, et c'est encore plus important, la société civile. »

« Le message d'une meilleure Europe que nous transmet la Constitution est fort ! C'est ce que nous devons expliquer aux citoyens -et sans plus attendre ! »



Union des fédéralistes européens - Rhône-Alpes
Section de l'UEF-France (membre de l'U.E.F. Europe)
L'U.E.F. est membre du Mouvement fédéraliste mondial
Maison de l'Europe – 18 Avenue Félix Faure – 69007 Lyon
Tél.-Fax 04 78 72 09 70
jfbb_fr@yahoo.fr --- www.federaleurope.org

Déclaration de l'UEF Rhône-Alpes sur le référendum.

Au moment où les partisans de la réaction nationaliste l'emportent, mettant en panne la construction européenne pour de longues années, les fédéralistes européens appellent les citoyens de Rhône-Alpes au sursaut et à s'engager pour poursuivre la construction d'une Union européenne sur une base fédérale.

1 - L'UEF RHÔNE-ALPES,

se félicite du grand débat démocratique qui a placé la construction de l'Union européenne au cœur de la vie politique française, mais dénonce les manipulations et les mensonges auxquels se sont livrés les partisans du « non » ;

se félicite de la campagne des militants fédéralistes, notamment des *Jeunes Européens*, dans la région, autonome, d'une part, et conjointe avec les organisations européennes et les partis engagés pour le « oui », d'autre part ; elle remercie pour leur soutien les groupes fédéralistes d'autres pays et en particulier les Piémontais ;

regrette la nationalisation du débat, que le système des ratifications éclatées dans le temps, dans chaque pays, a renforcé alors que le vote groupé dans les 25 Etats de l'Union aurait permis l'entrée en scène du *Peuple européen* ;

regrette les campagnes défensives et molles des partis politiques nationaux pour le « oui » qui n'ont pas su mobiliser leurs forces pour une bataille qui dépassait leur fonction de prise des pouvoirs et de gestion dans le cadre national, alors que certains leaders avaient les mots justes et des positions authentiquement européennes ;

constate et dénonce l'efficacité de la ruse des faux-nez européistes dont se sont affublés tous les opposants à l'adoption du Traité constitutionnel, hormis les nationalistes purs et durs, et appelle les militants des associations européennes à tirer les leçons de cette escroquerie.

2 - Le processus de ratification doit et va se poursuivre dans les autres pays de l'Union et les fédéralistes engageront toutes leurs forces dans ce processus.

Face aux conséquences encore incertaines pour les rares peuples qui se seront prononcés contre le Traité constitutionnel,

l'UEF Rhône-Alpes, appelle les forces vives et les citoyens de Rhône-Alpes à poursuivre la lutte pour la création d'un Gouvernement fédéral européen en s'engageant dans les combats suivants :

poursuivre la réflexion, la formation politique et les débats engagés pendant toute la campagne référendaire ;

appeler les forces politiques nationales favorables au « oui » à rompre avec leurs seuls fonctionnements nationaux et à s'engager dans la construction de partis fédéraux ou supranationaux au niveau européen afin de contrer d'éventuelles rééditions de la campagne référendaire française ;

rappeler vigoureusement aux partisans sincères du « non de gauche », trompés par des leaders nationalistes ou souverainistes, leur engagement pour une « constituante européenne » annoncée en fin de campagne comme la méthode alternative prouvant leur engagement européen ;

appeler au-delà de ce groupe, tous les citoyens qui ont été trompés à identifier et à dénoncer le nationalisme français qui va prospérer sur le terreau des arguments crapuleux, des mensonges et des désinformations véhiculés pendant des semaines : entrée de la Turquie, droit à la vie, divorce, laïcité, etc. ;

dénoncer ceux qui ont manipulé les citoyens, victimes de situations quotidiennes insupportables, en se cachant derrière l'Europe pour atteindre leurs objectifs tactiques et assurer leurs promotions (organisationnelles ou personnelles).

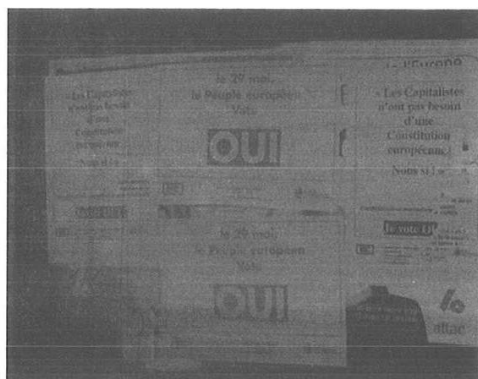
En conséquence, l'UEF Rhône-Alpes organisera des actions publiques pour faire battre les responsables de la mise en panne de l'Europe lors des prochaines échéances électorales.

3 - Afin de traduire toutes ces actions dans un cadre politique européen et de construire une stratégie porteuse d'avenir, l'UEF Rhône-Alpes propose :

- à l'UEF-France de mettre en place rapidement un séminaire de réflexion et un processus de décision pour organiser les futures luttes des fédéralistes ;
- à l'U.E.F. *supranationale* de mettre à l'ordre du jour la création de « Comité locaux de citoyens européens représentés par l'Intergroupe fédéraliste du Parlement européen ». Une première mise en œuvre pourrait être lancée en Rhône-Alpes afin de capitaliser les actions conduites pendant la période référendaire.

Lyon le 29 mai 2005 – 22 Heures 30

Deux mois de campagne autonome de l'UEF Rhône-Alpes et des Jeunes Européens (Lyon et Grenoble), en soutien au projet de Traité constitutionnel européen.



Affiches de l'UEF Rhône-Alpes à la Croix Rousse.

Vu les liens historiques de notre revue avec certains des responsables de l'UEF Rhône-Alpes (situation ne s'étant jamais démentie depuis la création de *Fédéchoses*, par les groupes de Lyon et Paris des *Jeunes du Mouvement fédéraliste européen* en 1973) nous nous contenterons ici d'un bref compte-rendu de la campagne des associations fédéralistes et européistes de la région Rhône-Alpes tout en soulignant l'importance qui leur a été apportée à différents plans par les fédéralistes piémontais.

Il nous est impossible de rendre compte de toutes les actions, individuelles ou collectives, des militants fédéralistes dans le cadre de la campagne en faveur de la ratification du Traité constitutionnel européen : diffusion d'emails, réunions à domicile sur la Constitution, tractages ou collages d'affiches et d'autocollants, envoi de lettres à la presse, prises de parole...). Nous ne sommes pas en mesure, non plus, de lister l'ensemble des actions menées par les diverses sections régionales de l'UEF-France, des *Jeunes Européens*, ou d'autres groupes se réclamant du fédéralisme ou de l'européisme organisés (par exemple le *Mouvement européen - France* ou l'*Association européenne des enseignants*...). Nous ne pouvons, enfin, que nous réjouir des campagnes pour le OUI, toujours dans ce que nous souhaiterions pouvoir appeler concrètement la « force fédéraliste », de l'immense majorité des organisations autonomistes et régionalistes dont les principales sont regroupées au sein de la *Fédération Régions & Peuples solidaires (R&PS)*.

Alors que cette campagne référendaire a pris fin nous tenons à remercier, tous ceux qui y ont pris part, souvent sans ménager ni compter leur temps et leur peine ; quel qu'ait été le résultat du vote, il restera de cette période dans la communauté politique rhônalpine, et plus encore lyonnaise, la prise de conscience par nos adversaires comme par nos alliés (partis politiques, syndicats, organisations en faveur du « OUI »), de l'existence des fédéralistes et de leur capacité à mener une campagne politique autonome.

Signalons que ce sont de 2.000 à 2.500 affiches qui ont été réalisées et collées au nom de l'UEF Rhône-Alpes :

- 900 à thème, vert sur blanc, avec 3 slogans différents : « Le Pen, Pasqua, De Villiers, Mégret... non merci ! ... Je vote OUI ! », « 75 syndicats européens sur 77 votent OUI ! » puis « Constitution européenne, le 29 mai, le *Peuple européen* vote OUI ! »,
- puis, dans un deuxième temps, de 1.000 à 1.500 affichettes (21 / 29,7) portant la seule mention « OUI » en lettres capitales et le sigle de l'UEF, destinées à « pirater » les affiches des partisans du « NON », à l'exception de celles du *Front national* plus simplement recouvertes ou arrachées.

Signalons également les :

- 1.600 autocollants verts sur fonds blanc, sur 8 slogans différents (dont ceux des affiches),
- puis les 800 portant la seule mention « Constitution européenne : OUI », en fin de campagne.

Tout cela, sans compter les affiches grand format en quadrichromie des *Jeunes Européens* (de l'ordre du millier sans doute) et leurs très nombreux autocollants « Dis moi OUI ! », les affichettes *JE*, les affiches d'autres groupes parfois collées en cas de manque criant de matériel (*PS ! UDF ! Verts*) et celles du *Parti Occitan* « Pour une Europe des Peuples et des Régions solidaires » en tant qu'échange de « bons procédés » contre la diffusion des positions de l'UEF dans des régions où nous n'étions pas présents.

En ce qui concerne les tracts, ont été très largement diffusés :

- 1.600 tracts *UEF Rhône-Alpes*, reprenant les slogans multiples des autocollants,
- d'autres co-signés de l'UEF Rhône-Alpes et des *JE*, reprenant « l'Appel des Citoyens européens aux Français à voter OUI », adopté sur proposition des *JE-France* par le Comité fédéral de l'U.E.F.-Europe les 9 et 10 avril,
- les brochures de présentation l'UEF-France,
- des tracts de présentation de l'UEF-Rhône-Alpes,
- et les tracts polychromes des *Jeunes Européens* reprenant les 4 thèmes de leur campagne d'affichage (Charte des droits, écologie...),

sans doute de 10.000 à 15.000 tracts pour la seule région lyonnaise.

Notons enfin sur les stands de rue (celui organisé avec les *JE-France* lors d'un référendum de rue à Lyon, ceux organisés avec l'*Info Point-Europe* et d'autres associations membres de celui-ci -comme l'*Association européenne des enseignants Rhône-Alpes*, l'*Institut de l'Euro...*, celui tenu par l'UEF Rhône-Alpes avec l'ensemble des associations membres de la *Maison de l'Europe le 14 mai*, ou à l'occasion de marchés (divers quartiers de Lyon, Vienne, Villefontaine...) ou de tables de presse (meeting national des *Verts*, par exemple) la présence des publications de *Presse fédéraliste*, des livres de la collection « Textes fédéralistes » des *Editions Fédérop*, enfin, des revues *Fédéchoses-Pour le fédéralisme*, *La Tête dans les étoiles (JE-France)* ou du bulletin régional *La Lettre de l'UEF Rhône-Alpes*...

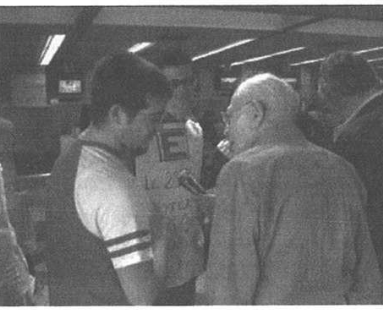
Un regret, cuisant, l'impossibilité dans laquelle ont été les fédéralistes d'organiser leur propre réunion publique malgré des efforts tant des JE que de l'UEF Rhône-Alpes sur Lyon. S'y étant pris trop tard, deux projets ont dû être annulés (meeting commun avec la participation de Daniel COHN-BENDIT, son emploi du temps ne lui permettant plus de se libérer alors qu'une salle avait été réservée par les JE, et une autre réunion commune proosée par l'UEF Rhône-Alpes à *Confrontations Europe*, à laquelle devait participer la secrétaire générale de cette association, là encore faute d'une salle disponible. Enfin, regret qu'il ait été, malgré de fréquents contacts avec ses assistants, impossible d'organiser, toujours pour de simples

raisons d'emploi du temps, la venue de Mercedes Bresso, nouvelle présidente de l'UEF-Europe à Lyon.

La campagne référendaire, pour un OUI critique, des militants de l'UEF Rhône-Alpes et des *Jeunes Européens*, et le plaisir des militants des deux mouvements et de leurs responsables, à cette coopération devrait maintenant déboucher dès la rentrée de septembre sur un renforcement de l'unité de pensée et d'action entre les deux organisations, dans la région de Lyon mais également de Grenoble, et, nous l'espérons, déboucher sur un renforcement de la force fédéraliste toute entière tout en lui permettant d'exploiter au mieux les contacts noués durant les derniers mois avec l'ensemble des forces politiques et associatives favorables au projet européen.

Jean-Francis BILLION

Membre du Comité de rédaction. Président de l'UEF Rhône-Alpes.

	Revue des <i>Jeunes Européens France</i>, sur les stands de rue et tables de presse, avec <i>Fédéchoses pour le fédéralisme</i>, l'<i>Europe fédérale</i>, <i>The Federalist Debate</i>... Aéroport de Florence, militants toscans venant (du 12 au 28 mai) à la rencontre des passagers français pour le OUI. Comme à Milan, Turin, Glasgow, Francfort, Bruxelles, Bonn, Venise, Vintimille... ou à la frontière espagnole, dans les gares et aéroports, le 22 mai.	
--	---	--

Pourquoi les ultra libéraux anglo-saxons rêvaient d'un non français¹.

Dans un article du journal *Times* du 14 avril dernier, Anatole Kaletsky, principal éditorialiste économiste et éditeur associé du *London Times*, très en vogue dans le milieu économique et financier anglo-saxon, expliquait pourquoi il espérait un « non » français. En voici quelques morceaux choisis, l'article complet est lisible sur le site timeonline.co.uk.

« La victoire du non en France serait un coup d'accélérateur pour la libéralisation de la France et de l'Europe - libéralisation économique et politique. La victoire du non en France sonnerait la mort de la Constitution et donc de l'exception européenne. Car c'est une illusion, estime le commentateur du Times, une illusion de croire que la France et l'Europe ont un modèle social qui n'ait pas besoin de suivre les lois de l'économie. Des lois qui s'appliquent dans le reste du monde. Une victoire du non en France obligera les Européens à réaliser que leur bien-être dépend des performances de l'économie et non pas de la rédaction d'une Constitution. »

Anatole Kaletsky estime par ailleurs que « la France et l'Europe doivent se libérer de toute vision (toujours selon lui) dirigiste et dépassée ». D'après son analyse, le vrai clivage réside entre un oui protectionniste (européen) et un non libre-échangiste (mondial). Un non français ne peut donc qu'être favorable à la libéralisation des marchés et à la globalisation économique, sans le risque d'entrave politique - l'hypothèque constitutionnelle étant levée.

Enfin l'auteur explique pourquoi l'échec de la constitution européenne ferait progresser la libéralisation : **premièrement** parce que ce serait un sérieux avertissement aux politiciens et aux fonctionnaires européens qui n'ont pas su gérer l'économie européenne selon les lois du marché ; **deuxièmement** parce que ce serait la fin du modèle social européen mentionné dans le traité (ce que le journaliste appelle l'*European exceptionalism*) ; **troisièmement** parce que les peuples et les élites de l'Europe se rendront vite compte que leur puissance sera fonction de la performance économique de l'Europe et non de la dangereuse promesse d'une construction politique.

Un point de vue intéressant et à méditer... surtout quant on sait que cette construction marque l'avènement d'une Europe politique, qu'elle consacre pour la première fois des droits sociaux pour 450 millions de citoyens, qu'elle permet de réformer les institutions pour les rendre plus efficaces et plus démocratiques. Alors que voulons nous ? Rejeter toutes ces avancées pour espérer un hypothétique mieux ou contribuer à la réalisation d'une nouvelle étape de la construction européenne en lui permettant de devenir un véritable acteur politique global ?

POUR NOUS... C'EST OUI !

¹ Texte d'un tract des JE-France largement diffusé par les JE et l'UEF en Rhône-Alpes.

CHAÎNE HUMAINE D'ELUS EUROPEENS A PARIS

" Toute l'Europe attend un OUI de la France "

Jeudi après-midi 26 mai, une délégation d'une vingtaine de députés du Parlement européen s'est rendue dans la capitale de la France pour participer à une Chaîne humaine d'élus et de citoyens européens.

Parce que la Constitution européenne rapproche l'Europe de ses citoyens, les élus européens se sont rassemblés symboliquement sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris où ils ont été rejoints par plus d'une centaine de citoyens d'Europe - dont une délégation de Maires d'Italie, d'élus de Paris et de nombreux jeunes européens - pour former les 3 lettres du mot OUI.

Faisant écho aux 500 Députés au Parlement européen, aux parlements d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Grèce, de Hongrie, de Lituanie, de Slovaquie, de Slovénie, et au peuple espagnol qui ont déjà approuvé massivement la Constitution européenne, les élus européens ont appelé les citoyens français à assumer leur responsabilité vis-à-vis de l'avenir de l'Europe en votant avec ferveur OUI à la première Constitution européenne de l'histoire.

Pour les élus européens, « la Constitution européenne est une chance pour l'Europe entière car elle représente un progrès indispensable par rapport aux traités en vigueur et constitue la condition nécessaire à la poursuite de la grande aventure humaine de l'union des peuples et des Etats d'Europe ».

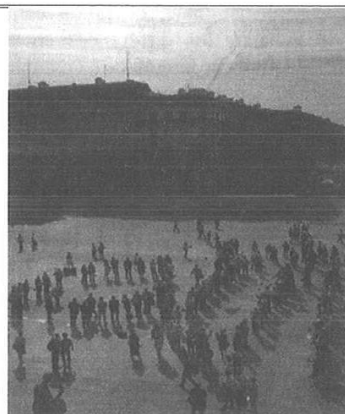
Signalons enfin que le 7 juillet 2005 l'Inter groupe fédéraliste pour la Constitution européenne du Parlement européen a renouvelé une initiative similaire à Luxembourg en organisant sur l'une des principales places de la ville un « scrable humain » avec de grandes lettres qui, selon leur positionnement, permettait de former autant de slogans en faveur du OUI au référendum luxembourgeois du 10 du même mois. Cette initiative a, elle aussi, obtenu une très bonne couverture médiatique, en particulier dans les quotidiens locaux (*La Voix et Le Quotidien*).

Bruno BOISSIERE

Secrétaire général de l'U.E.F.-Europe. Ancien parlementaire européen. Secrétaire *ad personam* de l'Intergroupe fédéraliste pour La Constitution européenne du Parlement européen.



Manifestants et Parlementaires européens, dont au centre, Jo LEINEN, ancien président de l'U.E.F. et actuel président de la Commission institutionnelle du Parlement européen.



Première tentative d'analyse des résultats du référendum français.

Il ne faut pas se méprendre, ceux qui ont gagné le référendum ce sont les conservateurs.

Sincères ou *instrumentalisateurs*, les discours des révolutionnaires de pacotilles qui ont défendu le front du non durant la campagne ne résistent pas à l'analyse du scrutin : les campagnes ont voté non, la majeure partie de ceux qui ont porté le non trouvent qu'il y a trop d'étrangers en France, le jacobinisme centralisateur et nationaliste a écrasé une nouvelle fois tout espoir véritablement libérateur pour le pays. Il n'y a aucun espoir dans ce résultat, le repli national esquissé dès le dimanche 29 mai au soir par Chirac faisant merveilleusement écho aux affiches du PCF : voter

non, l'espoir. S'il y a des éléments à retenir de l'analyse du vote non, c'est bien que les catégories socioprofessionnelles qui ont dit non sont celles qui effectivement sont en voie de disparition dans notre société : agriculteurs, ouvriers, petits commerçants des petites villes comme des campagnes. Ils savent que leur survie à court terme passe par la défense de l'Etat national. Ils ne se trompent pas. Le repli national de Chirac signifie protection des secteurs d'activités subventionnés et incapables de résister seuls aux changements radicaux d'une société en mouvement. Nous savons ce que ce type de politique signifie pour l'Europe et même pour la France avec un accroissement

de la dette et (ou) de la pression fiscale et le coup d'arrêt au processus d'ouverture communautaire.

C'est pourtant pour permettre ces évolutions rapides, qui peuvent se révéler trop brutales, que la politique existe et qu'elle a vu son importance se développer parallèlement à l'accélération de l'histoire. C'est pour permettre à nos sociétés de s'adapter que l'Etat s'est développé et que nous avons inventé l'Europe. Mais ce rapport entre politique et capacité de résoudre les problèmes du changement a été vicié par la nécessité de transformer la construction politique en idéologie, en religion. Pour que les hommes l'intègrent il a fallu créer des mythes. Et le *Dieu unique* des courants idéologiques qui exultaient dimanche après la grande messe référendaire était le nationalisme.

Il peut paraître difficile, audacieux et même injuste de taxer de nationalistes des hommes qui déclarent vouloir une autre forme d'Europe, de mélanger ainsi ceux qui assument leur nationalisme à d'autres qui affirment vouloir le combattre. Pourtant, tant que la grille de lecture des prétendus progressistes qui viennent d'envoyer aux orties dix ans d'effort européen aboutira au rejet radical de l'intégration telle qu'elle se fait ils demeureront enfermés dans le nationalisme. Pas uniquement à cause du résultat de leur acte politique mais aussi parce que l'idéologie qui nourrit leur vision d'Europe aboutit à ne permettre une telle réalisation que dans une Europe nationale, ou plutôt centralisatrice et jacobine. Elle balaie les différences en remplaçant la marche vers l'équité par la dictature égalitaire, elle oublie le monde pluriel en voulant penser l'Europe unique et sacrifie toute tentative concrète d'intégration sur l'autel d'un idéalisme exclusif et intolérant.

Seule l'idée a permis à l'homme de dépasser la division sociale inéluctable des sociétés modernes et de donner à l'humanité les moyens de progresser et de ne pas disparaître. Une idée peut réussir à bouleverser la division de la société qui a aujourd'hui permis ce vote humiliant pour la France, l'Europe, et pour l'humanité. L'idée d'Europe est en panne. Elle est toujours nécessaire et même parfois formulée correctement, mais elle est en panne car elle ne transparaît pas dans la société. Le modèle nationaliste continue à rassurer, le modèle fédéraliste est malmené, relégué à une idéologie utopiste ou pire ultraréaliste. Il sera toujours impossible de défendre l'Europe au nom du fédéralisme si le fédéralisme n'est représenté que par l'Europe impuissante d'aujourd'hui et que face à elle se dressent majestueusement des modèles nationalistes qui continuent de dominer l'inconscient politique des couches les plus fragiles de nos sociétés trop riches. Il faut désormais accepter que l'avenir de l'Europe est lié à la structure de nos sociétés nationales, et que sans effort pour faire transparaître des solutions efficaces aux problèmes réels de nos sociétés grâce à une démarche fédéraliste, c'est-à-dire considérant les différents échelons de l'exercice du pouvoir, il ne peut y avoir de développement ultérieur de l'unité européenne.

David SOLDINI

Jeunes Européens - France. Section française de la Jeunesse européenne fédéraliste - JEF (Paris)

La France est à l'arrière garde de ce mouvement. Nos hommes politiques (et certains pro-européens) baignent dans l'illusion que la France reste à l'avant-garde de la construction européenne, parce qu'ils oeuvrent, parfois, pour le renforcement du pouvoir européen. C'est oublier que l'Europe n'est pas uniquement représentée par l'Union. L'Europe est également présente grâce aux différentes réalités nationales et surtout régionales, locales, aux structures économiques, commerciales, sociales mais aussi culturelles et identitaires. L'Europe c'est définitivement la diversité. Et que fait la politique française depuis toujours ? Elle nie, réduit, dénonce la différence, refuse le rêve d'une société plurielle, stigmatise les régionalismes comme archaïques, bloque les systèmes de représentation des tissus sociaux et économiques en criant au corporatisme. En somme, elle étouffe ;. et elle accepte cela au nom d'une idéologie fondée sur le mythe nationaliste.

Ce ne sont pas les politiques européennes qui ont été mal expliquées. C'est le fait que personne n'a identifié, et proposé aux Français, un modèle politique intégrant la dimension européenne et doté d'un minimum de cohérence, car l'ensemble des modèles idéologiques auxquels se réfèrent (et dans lequel puisent) les tribuns de la politique française sont nationalistes. Le nationalisme transparaît même lorsque notre président s'efforce de défendre l'Europe au nom du poids de la France. C'est au nom même de ce nationalisme que Chirac aurait voulu que les Français disent oui à l'Europe. Cela est d'autant plus absurde lorsque l'on considère que l'Etat national représente pour toutes les catégories fragiles le seul assistant réel. Il suffisait alors de renverser l'argument, dire oui c'est dire oui à l'Europe, telle qu'elle est, dire non c'est dire oui à la France, et peut être, pour la bonne conscience, à une autre Europe imaginaire. Alors, oui à la France, oui à l'assistance, même si nous sommes conscient de mettre en péril l'avenir de tous, et non à quelque chose qui n'est pas intelligible, du moins pas tant que les Polonais seront privés de sécurité sociale à la française et que les Maltais auront cette fâcheuse habitude de vouloir aller à la messe en masse tous les dimanches.

La signification du vote du 29 mai n'est donc pas nouvelle ou inédite, l'anomalie de la campagne ne réussit pas à cacher le visage du monstrueux vainqueur : le nationalisme.

La seule arme efficace contre le nationalisme c'est le fédéralisme ; paradoxalement ce n'est pas l'Europe en tant qu'idée qui a été rejetée, mais c'est bien le modèle idéologique qui n'a pas été expliqué ni compris par les Français pendant la campagne qui a pris une gifle.

Et il ne sert à rien de se cacher derrière des paravents expliquant que la Constitution européenne n'était pas une Constitution fédérale.

Il faut comprendre les raisons de cette carence sociétale et les combattre.

POUR UNE CONSITUANTE EUROPEENNE

Après le refus de ratification du Projet de traité constitutionnel européenne par les Français et les Néerlandais, il serait normal que les procédures de ratification continuent. Il est cependant probable que le plan C (Convention) a échoué. Que les gouvernements de l'Union européenne ont quelques difficultés à appliquer le plan B tel qu'il était prévu en annexe du projet de traité. Une renégociation du traité sur quelques points, menée par les mêmes personnes ou une nouvelle Convention, ne serait pas plus démocratiques que la précédente. C'est peut être la tentation actuelle.

Reste le plan « A » : l'élection d'une Assemblée européenne constituante, au suffrage universel, à la proportionnelle, le même jour dans tous les Etats de l'Union. Cette assemblée aurait à définir une constitution pour l'Union européenne sur des bases démocratiques : séparation et articulation des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), rôle respectif des instances nationales et des institutions de l'Union, principe d'égalité (parité et suffrage réellement universel ouvert à tous les résidents)...

Un appel à la mise en place d'une assemblée constituante européenne permettrait de rallier ceux qui veulent construire démocratiquement l'Union européenne. Il ouvrirait enfin un espace public européen pour débattre démocratiquement, à l'échelle européenne, des institutions que veulent les peuples européens.

Quant aux questions de politique économique sociale, de sécurité, de relations extérieures..., elles ne doivent pas être incluses dans la Constitution mais faire l'objet d'un débat périodique lors des élections pour les Parlements nationaux et pour le Parlement européen.

On voit mal quel démocrate peut s'opposer à une telle proposition qui devrait rassembler tous les proeuropéens quelle que soit leur position sur les autres questions. A moins que ceux qui ont proposé le Projet et ceux qui ont répondu, quelle que soit leur réponse, ne veuillent pas de constitution européenne. Cela au moins clarifierait les choses.

Paul ORIOL

Membre du Comité éditorial de la revue *Lettre de la citoyenneté* et l'un des initiateurs de la Campagne « *One Million Signatures for European Citizenship to Residents* ». *Fédéchoses* a présenté un article de Paul Orion sur cette action dans son N° 124 (juin 2004).

<http://perso.wanadoo.fr/paul-oriol/>

AU-DELA DU TRAITE Etablissant UNE CONSTITUTION POUR L'EUROPE, UN NOYAU FEDERAL DANS UNE EUROPE A PLUSIEURS VITESSES.

OUI A UN ETAT FEDERAL EUROPEEN !

- ✓ POUR DONNER UN GOUVERNEMENT A L'ECONOMIE EUROPEENNE.
- ✓ POUR DONNER A L'EUROPE UNE POLITIQUE ETRANGERE ET DE DEFENSE.
- ✓ POUR CONTRIBUER A LA PAIX ET A LA JUSTICE DANS LE MONDE.

L'Europe possède de grandes ressources et un grand potentiel, mais son futur est menacé par des difficultés et des incertitudes. En dépit de tous les progrès accomplis en plus de 50 ans d'intégration européenne, l'Europe est encore impuissante face aux défis mondiaux pour assurer la paix et la sécurité et pour promouvoir un meilleur développement. Elle a du mal à assurer la croissance, la compétitivité et l'innovation dans l'économie européenne. L'Euro est un facteur important de cohésion à l'intérieur d'un groupe d'Etats européens, mais - puisqu'il reste une "devise sans un Etat" - il ne peut pas développer tout son potentiel ni pour l'économie européenne, ni sur le plan mondial, et même sa pérennité ne peut être considérée comme assurée. Le traité établissant une Constitution pour l'Europe est un pas en avant majeur, mais - puisqu'il reste une "Constitution sans Etat" - née pour donner un cadre juridique à une Union de 25 Etats membres de plus en plus hétérogènes - il ne peut pas faire face aux insuffisances actuelles de l'Union.

Le temps de compléter le processus de l'unification politique européenne, commencé il y a plus de 50 ans par les Etats fondateurs de la première Communauté européenne, est en train de s'achever. La tendance au déclin et à la décadence de l'Europe ne peut pas être renversée par l'association d'Etats qu'est l'Union européenne d'aujourd'hui. Il est urgent de revenir à l'inspiration originelle des pères fondateurs de l'Europe et de résumer le dessein d'une Europe politique. Seule la naissance d'un Etat fédéral européen, avec un gouvernement totalement souverain dans les domaines des affaires étrangères, de la sécurité et de la défense, ainsi que dans les matières économiques et fiscales, donnerait le coup de barre dont l'Europe a besoin. Aujourd'hui, par contre, il n'est pas possible de transformer d'un seul coup l'Union en un Etat fédéral - tout simplement parce que plusieurs de ses Etats membres ne seraient jamais en position de l'accepter. L'élargissement de l'Union à 25 et les élargissements futurs à d'autres pays sous l'égide de la Constitution

montrent qu'ils sont essentiels afin d'assurer un minimum de stabilité et un cadre de coopération à niveau continental, mais accentuent les difficultés d'aboutir à un Etat fédéral européen. Le passé nous a donné l'exemple - surtout avec la création de la monnaie unique- que seule une initiative d'un groupe pionnier d'Etats membres agissant en avant-garde et montrant le chemin aux autres permet de sortir d'une telle impasse.

Dans son *Mémorandum du 3 mai 1950*, Jean Monnet rappelait que *"De quelque côté qu'on se tourne, dans la situation du monde actuel, on ne rencontre que des impasses... Il faut changer le cours des événements... Des paroles n'y suffisent pas. Seule une action immédiate portant sur un point essentiel peut changer l'état statique actuel. Il faut une action profonde, réelle, immédiate et dramatique qui change les choses et fasse entrer dans la réalité les espoirs auxquels les peuples sont sur le point de ne plus croire"*. C'est de ça dont l'Europe a besoin aujourd'hui. Une avant-garde d'Etats devrait décider d'avancer et créer un "noyau fédéral" à l'intérieur de la plus large "confédération" représentée par l'Union élargie de 25 -ou encore plus- Etats membres. Jean Monnet ajouta, dans les années 70, que *"la Commission économique européenne, le Conseil, l'Assemblée, la Cour sont certes un modèle pré-fédéral, mais non les organes mêmes de la fédération politique de l'Europe qui naîtrait d'un acte créateur spécifique exigeant une nouvelle délégation de souveraineté... Là, il faudrait à nouveau inventer"*. Les Etats qui ont fondé la première Communauté européenne -et surtout la France et l'Allemagne- ont la responsabilité historique particulière de promouvoir un tel nouvel *"acte créateur"*. Ils devraient le faire en proposant un pacte fédéral pour mettre en commun leur souveraineté et créer le noyau initial d'un Etat fédéral européen à l'intérieur de l'Union européenne plus large, ouvert à tous les Etats européens

qui voudraient y adhérer et rejoindre une telle proposition. Ce noyau montrerait aux Européens la route de l'unité, en travaillant comme un aimant pour tous les Etats européens qui souhaiteraient s'ajouter plus tard. De cette manière, les citoyens européens commenceraient à prendre leur destin dans leurs propres mains.

Pour défendre ces idées et promouvoir ces objectifs à travers l'Europe, nous, militants dans diverses organisations pro-européennes et fédéralistes dans plusieurs Etats, nous fondons et rejoignons le *Comité d'action pour un Etat fédéral européen*.

David SCHNEIDER-ADDAE-MENSAH (Strasbourg, France, Président de la section régionale *UEF Alsace, Union pour l'Europe fédérale-France*) ; **Giancarlo CALZOLARI**, Ferrara, Italie, Président de la section régionale MFE-Emilia Romagna, *European Federalist Movement*) ; **Anna COSTA** (Pavia, Italie, *AEDEE, European Association of Teachers*) ; **Yves LAGIER** (Besançon, France, président de l'*UEF-France*) ; **Paolo LORENZETTI** (Milano, Italie, secrétaire général de la section régionale *MFE Lombardie* et coordinateur du *Comité Italien pour un Etat fédéral Européen*) ; **Massimo MALCOVATI** (Milano, Italie, membre du Comité fédéral de l'*UEF, Union of European Federalists*) ; **Guy PLANTIER** (Lyon, France, *UEF Rhône-Alpes*) ; **Franco SPOLTORE** (Pavia, Italie, membre du bureau du *MFE Italie*), **Luisa TRUMELLINI** (Pavia, Italie, membre du Comité fédéral de l'*UEF*) ; **Paolo VACCA** (Amsterdam, Pays-Bas, membre du bureau de l'*UEF*) ; **Malt JAHN** (Münster, Allemagne, membre des bureaux de la *JEF* et de l'*Europa-Union Basse-Saxe*).

Desenzano del Garda, 24.04.2005

La Cour pénale internationale et les Nations unies, à la croisée des chemins vers la justice internationale².

William PACE

Directeur exécutif du World Federalist Movement (NY). Coordinateur de la Coalition mondiale des ONG pour la Cour pénale internationale.

Il y a un an, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a averti les gouvernements que la survie des Nations unies et de l'ordre mondial existant était en grand danger. Il le leur a rappelé cette année, dans son discours d'ouverture aux dirigeants mondiaux à l'Assemblée générale le 21 septembre 2004 : *« Comme je l'ai dit il y a un an, nous sommes à la croisée des chemins. Si vous, les dirigeants politiques des nations du monde, ne pouvez vous mettre d'accord sur la voie à suivre, l'histoire décidera pour vous... Je n'essayerai pas aujourd'hui de préjuger ces décisions, mais bien de vous rappeler le cadre dans lequel elles devront absolument s'inscrire : la légalité, dans chaque pays et à l'échelle mondiale »*. Le secrétaire général a ensuite continué en dressant une liste tragique d'échecs : en Irak, au Darfour, au nord de l'Ouganda, à Beslan, en Israël. Il a particulièrement condamné les massacres et les attaques des plus vulnérables : les civils et les enfants. Avec le président des Etats-Unis et d'autres dirigeants du monde se préparant à monter à la tribune, Kofi Annan a averti que *« chaque nation qui proclame la primauté du droit sur son territoire doit la respecter à l'étranger ; chaque nation qui insiste pour que le droit prime en dehors de son territoire doit en assurer la prééminence dans son pays »*.

Cela a constitué l'un des défis les plus directs que le secrétaire général ait lancé aux dirigeants politiques du monde. Il a insisté sur le fait que ceux-ci étaient en train d'échouer, et que la seule issue non catastrophique était de réaffirmer et de

² Editorial du N° 28 - novembre 2004 - du *Moniteur de la Cour pénale internationale*.

renforcer l'état de droit, au niveau national mais également dans la manière dont les nations se conduisent au niveau international.

Treize jours plus tard, j'ai eu l'honneur de représenter la société civile mondiale dans le bureau du secrétaire général, lors de la signature de l'*Accord régissant les relations entre la CPI et l'ONU*. Les destins de l'ONU, de la CPI, du droit international et de la justice internationale sont inextricablement liés. Il ne peut y avoir de paix, il ne peut y avoir de progrès, il ne peut y avoir de civilisation sans droit et sans justice. Et pourtant l'anarchie, le terrorisme, le fondamentalisme, la haine religieuse, le recours au militarisme, continuent de s'emballer. Les membres permanents du Conseil de sécurité, mandatés pour préserver et maintenir la paix et la sécurité internationales, sont les principaux marchands d'armes du monde.

Dans ce sombre contexte, la CPI demeure un des développements les plus porteurs d'espoirs dans les affaires mondiales. Trois nations ont ratifié le *Statut de Rome* après le discours du secrétaire général, portant à 97, soit plus de la moitié des membres de l'ONU, le nombre d'Etats parties en seulement six ans. Selon une enquête récente menée par le très respecté *Conseil des relations étrangères* de Chicago, malgré la guerre multi-facettes menée contre la CPI par l'administration Bush, le soutien des Américains à la CPI atteint 76% ! De petits pays des Caraïbes, d'Amérique latine et d'Afrique se dressent contre la pression extrême des Etats-Unis et disent « NON » aux accords bilatéraux d'immunité concernant la CPI. D'après un récent article de *Newsday*, un journal new-yorkais, « ... [le] refus de signer un [accord] fondé sur l'article 98 a coûté à l'Equateur du matériel de lutte contre les stupéfiants... et a incité le Pentagone à annuler un programme dans le cadre duquel l'armée américaine aurait construit neuf écoles et chirurgicalement traité les malformations de naissance chez des enfants indigents ». L'Union européenne et les autres pays devraient trouver des moyens d'aider ces Etats dont le courage et les positions pleines de principes leur ont causé de graves conséquences financières.

Le président de l'*Assemblée des Etats parties*, S.A.R Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini³, a, lors de l'ouverture de la troisième session de l'Assemblée, appelé les Etats à ne pas commettre la grossière erreur de penser que la CPI coûte trop cher, « certainement pas au moment où nous, la communauté internationale, sommes prêts à dépenser presque un trillion de dollars américains par an pour des armes ». L'AEP est malheureusement rapidement devenue obsédée par l'argent et s'est transformée en une mauvaise copie de la cinquième *Commission des finances* de l'ONU. A la lumière des récentes insinuations selon lesquelles le coût de la justice devient trop important pour la communauté internationale, il est nécessaire que les gouvernements réfléchissent intensément à la valeur proportionnelle de la justice par rapport aux dépenses liées à la guerre et au prix beaucoup plus élevé -en termes de finances et de morale- qu'une absence d'investissement immédiat dans la justice mondiale pourrait entraîner pour notre monde.

Ceux d'entre nous qui ont la chance de travailler à cet effort extraordinaire pour renforcer la justice internationale et l'état de droit ne doivent pas laisser prévaloir l'obsession croissante des budgets et de la bureaucratie. Dans ce qui était, à plus d'un titre, un adieu anticipé, le Président Zeid a lancé un appel éloquent aux Etats : « Si nous passons en revue les douze derniers mois, nous, la principale communauté de partisans de la Cour pénale internationale -ses Etats parties- nous avons de quoi être satisfaits. Face à ce qui, dans de nombreux cas, constitue des pressions énormes pour conclure d'autres accords ou résolutions, face à l'effet cumulatif de ce qui affaiblirait vraisemblablement la Cour, peut-être même la paralyserait complètement, nous, Etats parties, avons protégé cette institution, notre institution, d'une manière que je considère à la fois comme enthousiaste et noble. Car pour défendre la Cour, beaucoup d'entre nous, y compris certains des plus pauvres, ont jugé bon de renoncer à des avantages matériels conséquents.

Je pense que nous avons fait tout ceci non pas parce que nous y voyons nos propres intérêts et avantages, mais parce que nous considérons la Cour pénale internationale comme la seule institution offrant l'espoir d'un vingt-et-unième siècle plus moral que les précédents. Et en fin de compte, en y réfléchissant bien, je pense que nous avons peu d'influence en la matière. A moins que nous ne puissions démontrer que nous sommes effectivement capables de nous élever, nous et notre conduite, dans les régions inexplorées de l'expérience humaine: concevoir un avenir où les auteurs des infractions les plus terribles ne peuvent plus échapper à la justice et où les victimes verront la justice rendue ; à moins que nous ne fassions ceci, nous abandonnerons notre destin collectif au froid calcul de l'opportunité, de la politique et du pouvoir, et -après les catastrophes du vingtième siècle- l'humanité pourrait-elle appréhender un siècle nouveau sans atrocités ? C'est peut-être ce raisonnement qui nous a poussés à soutenir la Cour de cette manière déterminée ».

Le *Moniteur*⁴ No. 28, notre dernier numéro avant le dixième anniversaire de la *Coalition pour la CPI*, contient d'importants articles sur les développements de la CPI au cours des quatre derniers mois. La troisième *Assemblée des Etats Parties* a révélé l'affaiblissement de la « communauté de la CPI », ce qui a profondément bouleversé nombre d'entre nous ayant eu la chance de participer à la création de la CPI au cours de la dernière décennie. Considérant l'importance fondamentale de la Cour dans un monde hanté par les atrocités, la *Coalition d'ONG* s'engage entièrement à prendre les mesures nécessaires afin de reconstruire et renforcer la communauté de la CPI. La Cour représente le bon côté d'un nouveau siècle qui a déjà mal commencé. Alors que la communauté internationale s'approche de cette « croisée des chemins », la CPI, la justice et l'état de droit représentent la route à suivre.

³ Ambassadeur de Jordanie aux Nations unies et président de l'APE jusqu'à sa 3^{ème} session à La Haye à l'occasion de laquelle il a été remplacé par l'ambassadeur du Costa Rica auprès de l'ONU, M. Bruno Stagno Ugarte.

⁴ Le *Moniteur de la Cour pénale internationale*. Une publication de la *Coalition des ONG pour la Cour pénale internationale* - N° 28, novembre 2004 - 16 pages.

CCPI, c/o WFM-IGP, 708 Third Avenue, 24 Th. Floor, New York, NY, 10017.

T. 00 1 212 687 2176 - F. 00 1 212 599 1332 - email : cicc@iccnw.org - www.iccnw.org

Comité de pilotage de la CICC Coalition des ONG pour la Cour pénale internationale

Amnesty International
Asociacion pro Derechos Humanos
Fédération internationale des Ligues des Droits de l'homme
Human Rights First
Human Rights Watch
Commission internationale des juristes
No Peace without Justice
Parliamentarians for Global Action
Rights and Democracy
Initiative des femmes pour une justice basée sur le genre
World Federalist Movement (Mouvement fédéraliste mondial) - coordinateur



La réforme des Nations unies : le Parlement européen demande la démocratisation.

Proposition visant à l'établissement d'une *Assemblée parlementaire des Nations unies*.

Le Parlement européen demande l'établissement d'une Assemblée parlementaire des Nations unies (UNPA) dans une résolution. Selon ce texte (notre traduction) la nouvelle assemblée « *développerait le profil démocratique et le processus démocratique interne* » des Nations unies et devrait être incorporée au sein du système des Nations unies. La résolution stipule que, « *l'Assemblée parlementaire devrait être investie de véritables droits d'information, de participation et de contrôle, et en mesure d'adopter des recommandations adressées à l'Assemblée générale des Nations unies.* » La motion a été proposée par le parlementaire Armin Laschet au nom de la *Commission des Affaires étrangères*.

En 1945, les Nations unies furent conçues comme une organisation purement intergouvernementale. « *A ce jour, les populations sont uniquement représentées au sein de leurs organes par des haut fonctionnaires issus des gouvernements. Le moment est venu d'ouvrir l'organisation mondiale et le système des Nations unies à davantage de participants. Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est par le biais d'une Assemblée parlementaire* » a indiqué M. Armin Laschet. Une Assemblée parlementaire renforcerait la transparence, la légitimité et l'efficacité du système des Nations unies. « *Une Assemblée parlementaire des Nations unies devrait être autorisée à établir*

des commissions d'enquêtes et à interroger le personnel et les fonctionnaires des Nations unies », a déclaré le président de la *Commission institutionnelle du Parlement européen*, Jo Leinen, ancien président de l'*Union des fédéralistes européens (U.E.F.-Europe)*.

Messieurs Laschet et Leinen appartiennent à un groupe de législateurs du Parlement européen ; le *Bundestag* allemand et le *Conseil national suisse*, sont eux affiliés au *Comité pour la démocratisation des Nations unies (KDUN)* fondé en 2004. Les pays de l'Union européenne pourraient avoir un rôle prépondérant dans l'établissement d'un Parlement des Nations unies, comparable à celui de leurs dirigeants dans l'établissement de la *Cour pénale internationale*. « *La décision du Parlement européen constitue un pas important dans ce sens* », a indiqué Andreas Bummel, président du Comité et membre du Conseil mondial du *Mouvement fédéraliste mondial (WFM-MFM)*.

La proposition visant à l'établissement d'une Assemblée parlementaire au sein des Nations unies a également été défendue en février 2005 par la majorité du Conseil national suisse dans une lettre ouverte au Secrétaire des Nations unies, M. Kofi Annan.

Comité pour la démocratisation des Nations unies
Strasbourg. Jeudi 9 juin 2005

Contacts :

Andreas Bummel, président du KDUN : + 49 6131-627 8376

Armin Laschet, parlementaire européen (MEP), Strasbourg : + 33 388 17 5567, Bruxelles : + 32 2 284 55 67

Jo Leinen, parlementaire européen, Strasbourg : + 33 388 17 58 42, Bruxelles : + 32 2 284 5842

La Troisième conférence internationale sur le fédéralisme

Bruxelles, Parlement européen, 1-5 mars 2005

La Troisième conférence internationale sur le fédéralisme s'est tenue à Bruxelles des 3 au 5 mars, sur proposition de Guy Verhofstadt, premier ministre belge, et co-organisée par le *Forum des fédérations*, elle a réuni des hommes politiques de premier plan, des fonctionnaires et des chercheurs ou universitaires du monde entier souvent venus de pays fédéraux. Elle avait été précédée les 1 et 2 mars d'une réunion réservée aux jeunes.

Cette première partie de la rencontre s'est tenue dans le cadre historique du Val Duchesse et a réuni des participants âgés de 18 à 30 ans divisés en trois ateliers. Les jeunes participants ont, en première instance, donné une définition du fédéralisme et essayé d'expliquer comment il était mis en œuvre dans leurs différents pays. Il est vite apparu, à ce sujet, qu'il était difficile de donner une définition consensuelle du fédéralisme et que celui-ci était mis en pratique différemment selon les pays. Dans un deuxième temps les participants ont approché la manière dont les diverses politiques, et en particulier celles concernant la jeunesse, devraient être mises en œuvre dans des pays fédéraux.

Les discussions ont été très animées, ce qui a compliqué la tâche des animateurs afin de maintenir le débat sur le sujet principal, illustrant ainsi l'intérêt des participants à comprendre le fédéralisme et leur enthousiasme à partager leur expérience du fédéralisme dans leur propre pays avec celle des autres participants.

La conférence des jeunes avait été organisée par trois agences pour la jeunesse de Belgique et qui appartenaient aux trois communautés néerlandaise, allemande et francophone, en collaboration avec le *Forum des fédérations*, basé lui-même au Canada.

La conférence principale s'est, elle, déroulée dans l'hémicycle du Parlement européen à Bruxelles, des 3 au 5 mars. Elle a été ouverte par Josef Borrell, président du Parlement européen, en présence du Roi des belges.

Josef Borrell a souligné dans son allocutions d'ouverture qu'il n'existe pas un modèle d'Etat fédéral, mais que chaque Etat a ses propres structures, de telle sorte qu'il est nécessaire d'utiliser avec prudence le terme de « fédéralisme » en Europe car dans certains Etats, comme l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne, il peut signifier « décentralisation » alors que dans d'autres comme la Grande-Bretagne, l'Irlande ou la Grèce, il signifie au contraire « centralisation ». Josef Borrell a abordé également le terme de « fédéralisme » dans le cadre du débat sur la Constitution européenne où la notion de « fédéralisme » trop générale a été remplacée par celle de « communauté » tout aussi large et il a insisté sur le fait que le débat actuel était indépendant de l'histoire et de vingt années de développement depuis Robert Schumann et Altiero Spinelli.

Guy Verhofstadt a mis en exergue les dernières réalisations de l'Union européenne et souligné la création d'un poste de ministre des affaires étrangères de l'UE et que le fédéralisme était une méthode démocratique et pacifique qui avait été utilisée en Allemagne au 19^{ème}.

siècle et en Europe au 20^{ème}. Il a insisté sur les bienfaits d'une organisation fédérale dans les Etats multiculturels en termes de résolution des conflits et de maintien de l'unité grâce à la préservation de la diversité, en rappelant que le fédéralisme est un processus dynamique nécessitant des phases d'ajustements.

Durant les trois jours de la conférence, d'autres orateurs importants ont été appelés à s'adresser aux participants, tels que Mme. Wallstrom, vice-présidente de la Commission européenne, qui a rappelé que l'UE s'était développée sur la base d'un projet de paix et souligné le besoin d'une nouvelle stratégie de communication pour bâtir des ponts entre les hommes et mettre en place une infrastructure démocratique. Elle a également parlé des raisons pour lesquelles la Commission européenne défend le projet de Constitution européenne, principalement car elle rendrait l'UE plus simple, plus démocratique et plus transparente.

Le chancelier autrichien, Wolfgang SCHUSSEL, a approché le fédéralisme en tant que meilleure forme d'organisation, imparfaite, mais la meilleure possible à ce jour. Il a abordé la dimension fédérale des partis politiques autrichiens en soulignant que de son point de vue les chrétiens-démocrates étaient les plus proches d'une démarche de type fédéral. Il a également mis en avant les bénéfices de la compétition économique entre les *länders* comme étant très stimulante et affirmé que les Européens devaient avoir une vision de l'Europe.

Jo Leinen, président de la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen, a remarqué que les Américains étaient toujours plus optimistes en parlant du « rêve américain » alors que les Européens étaient eux plus sceptiques lorsqu'ils abordaient le « rêve européen ». Jo Leinen a considéré l'adoption de la Constitution comme une première avancée pour une Europe unie, un processus qui réclamera du temps, et a souligné la double légitimité que l'UE a désormais en tant « qu'union d'Etats et de citoyens ».

Elmar Brök, président de la Commission des affaires étrangères, a souligné que l'Europe n'est pas un Etat fédéral pour la simple raison qu'elle n'est pas un Etat, mais qu'elle fonctionne. Il a également que même si le terme « fédéral » pouvait avoir des significations différentes selon les pays, cela ne devait pas être un obstacle lors d'un processus fédéral.

Parmi les autres orateurs, il convient également de signaler les présidents du Nigeria, de Chypre, les vice-présidents du Soudan, le premier ministre de la Macédoine ou du Québec, des représentants des gouvernements du Brésil, de l'Ethiopie, des Philippines, de l'Afrique du sud, etc.

Le dernier jour de la rencontre, les rapporteurs de la rencontre des jeunes ont eu à présenter une courte synthèse discutée en session plénière (...)

Florina Laura NECULAI

Ancienne membre du secrétariat de l'U.E.F.-Europe

Lançons un défi à la division. Unissons nous pour la paix indo-pakistanaise.

Une septième réunion commune de la Convention du *Forum du peuple pour la paix et la démocratie (PIPPD)* entre l'Inde et le Pakistan s'est réunie à la Nouvelle Delhi du 25 au 28 février 2005.

Ce qui avait commencé comme une petite réunion de gens partageants les mêmes idées à Lahore il y a longtemps, en septembre 1994, est maintenant devenu un puissant *mouvement des peuples* avec comme objectif premier d'établir des relations pacifiques entre l'Inde et le Pakistan et de formuler des stratégies pour soutenir la paix et renforcer la démocratie dans le sous-continent. Des citoyens et des groupes animés du même idéal dans les deux pays, comprenant des activistes des droits de l'homme, des gens d'affaires, des syndicalistes des *environnementalistes*, des groupes féministes, des artistes, des travailleurs sociaux, des professionnels, des académiciens, des étudiants et des scientifiques se sont donnés la main dans une tentative concertée de persuader les gouvernements des deux pays d'ouvrir des négociations sérieuses et d'adopter des politiques visant à réduire les tensions et à ouvrir la voie à une paix et une amitié durables.

Un défi à la division, unissons nous pour la paix.

Le vibrant appel de la sixième Convention conjointe avait réuni environ trois cent délégués indiens et plus d'un millier de participants pakistanais. Décrite comme « *la plus forte délégation séculaire jamais rassemblée entre l'Inde et le Pakistan* », cette sixième convention s'était réunie à Karachi au Pakistan, du 12 au 14 décembre 2003. Une permission spéciale avait été accordée à la délégation indienne par les gouvernements pour traverser à pied la frontière Attari-Wagah (le poste de contrôle Indo-Pak) et prendre le train à la gare de Lahore afin de se rendre à Karachi.

La délégation indienne avait reçu une formidable ovation de bienvenue de la part d'une foule considérable massée à la gare de Karachi. La descente du train fut une scène qu'on ne peut facilement oublier. L'orchestre des écoles locales salua les délégués par des chants de bienvenue. Tandis que les délégués se dirigeaient vers leurs hôtels, on avait l'impression que tout Karachi était en éveil et attendait pour embrasser la délégation indienne. Plus de deux mille personnes enthousiastes étaient présentes aux sessions et aux programmes publics de cette sixième convention.

Depuis son inauguration en 1999 le *Forum PIPPD* a organisé six conventions conjointes : trois en Inde et trois au Pakistan. Les principaux points discutés lors de ces rencontres étaient centrés sur la guerre, les initiatives de paix et de dé-militarisation, la gouvernance démocratique, la solution du problème du Cachemire, l'intolérance religieuse, la mondialisation et la coopération régionale. A l'issue de chaque Convention conjointe des résolutions communes et des déclarations ont été émises.

Au lieu de reconnaître la futilité qu'il y a à persister dans leurs politiques hostiles vis à vis l'un de l'autre, les deux gouvernements devraient comprendre qu'ils ont obtenu très peu de résultats par cette attitude et reconnaître le terrible impact des conséquences à long terme de leur approche obstinée concernant les relations Indo-Pak. Inversement, les peuples de l'Inde et du Pakistan partagent des soucis et des problèmes communs, que ce

soit porter le fardeau d'un nouvel ordre économique global ou d'un nouveau régime international qui menace de prendre le contrôle de leurs ressources. D'autre part, également, un grand nombre de gens des deux pays ont de la famille et des amis des deux côtés des frontières artificielles et n'ont pas le droit de se réunir, la délégation de la sixième convention fut témoin de nombreuses scènes déchirantes à l'arrivée à Karachi.

Plus de cinq décennies et demie se sont écoulées, avec des relations très tendues entre les deux pays, tensions qui ont entraîné de sévères dommages psychologiques pour les gens des deux côtés de la ligne de contrôle (*LOC - Line of Control*). En fait de processus de paix, les cinquante-sept dernières années n'ont été que le témoignage d'une approche à la cohérence toute négative. Les relations entre les deux voisins n'ont été que rarement amicales. Des éléments de doute, de tensions, et la crainte de nouveaux conflits ont même conduit à trois reprises à des épisodes de guerre entre l'Inde et le Pakistan. Cependant, même lors des périodes d'appréhension il y a eu des phases qui ont suscité des espérances, mais jusqu'ici tous ces espoirs ont fini par se briser.

Le plus gros obstacle à l'établissement de relations amicales est peut-être la « dispute du Cachemire ». Il faudrait envisager la question du Cachemire comme un problème humain concernant douze millions d'habitants souffrant depuis plus de cinq décennies, un problème qui ne devrait pas être traduit en termes nationalistes ne permettant aucune issue. Des décisions superficielles, une coopération cosmétique ne peuvent apporter une paix durable et restaurer des relations amicales sur une base permanente. Il faut espérer que la nouvelle année 2005 apportera de nouvelles stratégies futuristes à long terme pour résoudre de vieilles querelles sur la base de la justice et du rétablissement des droits de l'homme.

Le problème complexe des relations indo-pakistanaïses doit être traité avec une grande ouverture de vue, du réalisme, de la prudence et l'adoption de stratégies à long terme basées sur des principes de paix réalisables indispensables pour la survie de l'Inde et du Pakistan.

La *Déclaration de Karachi* a clairement exprimé les perspectives des peuples sur ces sujets dont il faut s'occuper immédiatement. Afin d'assurer la poursuite systématique et concertée des objectifs du *Forum*, la sixième Convention avait nommé trois comités conjoints. Le *Comité commun du Cachemire*, pour faciliter les dialogues entre les peuples des deux cotés de la *LOC*, le *Comité commun pour la paix*, qui doit conforter la confiance et mettre au point une stratégie à long terme pour établir la paix, et le *Comité commun des minorités*, qui doit s'occuper de la protection des minorités et de leurs droits dans les deux pays.

La déclaration observait que la population mondiale en général, et la population de l'Asie du sud-est en particulier, se trouvait confrontée à de nouvelles formes de mondialisation impérialistes qui sont de plus en plus aidées, aujourd'hui par des intérêts locaux qui minent l'indépendance politique et économique des pays. Il est donc impératif que l'avenir des deux pays, en tant que nations indépendantes, soit fondé sur une paix et une harmonie permanente pour lutter contre les machinations et l'exploitation impérialiste.

Développer une coopération économique et commerciale forte entre les deux pays pour créer et soutenir un développement indépendant est la seule façon de construire une résistance effective contre les agents de la mondialisation impérialiste. La *Déclaration* réitère que sans une protection adéquate des minorités politiques, culturelles, linguistiques et religieuses, il ne peut y avoir de démocratie. Dans un passé récent les deux gouvernements ont fait des efforts sérieux pour aboutir à une paix durable et à une meilleure compréhension mutuelle et les peuples des deux pays croient que cet objectif ne peut être atteint qu'en élargissant les perspectives de discussions bien au delà de la question centrale du Cachemire.

Cependant bien que la façade soit toute neuve et souriante, il y en a beaucoup qui croient que la disposition des deux gouvernements est aussi un sous-produit de la pression américaine.

L'intérêt de l'administration Bush, mis à part le désir de maintenir le Pakistan de bonne humeur, est de diminuer l'hostilité qu'ils ont suscitée dans le monde arabe et islamique. Donc, il est du plus grand intérêt des peuples du Pakistan et de l'Inde que le processus de paix se poursuive, quel que soit le gouvernement au pouvoir dans les deux pays.

Avant ou après une élection la paix ne devrait pas être enterrée. Ni l'Inde ni le Pakistan ne peuvent s'offrir le luxe de redevenir des fauteurs de guerre, des nationalistes militaristes, ce qui serait un désastre pour les finances mais affecterait également le progrès et le développement des deux nations.

Et, néanmoins, la réponse aux initiatives des groupes pacifiques pleins de bonnes intentions a ses propres limitations, qui ne peuvent être surmontées que par une approche solide et continue et bien définie des deux gouvernements. Des veillées aux chandelles sur la frontière *Wagah* aux chants pour la paix au son des guitares, aux chansons pour l'unité dans le *Jardin Lodi* de la Nouvelle Delhi, aux séminaires *Indo-Pak* dans les deux pays, le *PIPFPD* en Inde et au Pakistan doit continuer de se faire entendre, sans cesse, au milieu du tintamarre politique et de la distorsion de l'interface. « *Combien de morts faudra-t-il accepter avant de savoir que trop de gens sont morts ?* » C'est un triste rappel de la situation actuelle. Un changement est-il possible ? Peut-on éviter cette situation ? Est-ce que quelqu'un nous écoute ?

L'avenir nous le dira. En attendant, « *Vive la paix et l'harmonie. Vive l'amitié indo-pakistanaise* ».

Vijayam ROGHU

Nouvelle Delhi. Membre du Conseil mondial du Mouvement fédéraliste mondial (MFM-MFM). Article publié en commun avec *The Federalist Debate*.

Notes sur PETRARQUE, le premier « intellectuel européen ».

Il fait partie de notre patrimoine ! Mais comment le résumer ? 2004. Sept centième anniversaire. Un exilé ? Né à Arezzo en 1304, mort à Arqua en 1374. Il vécut une bonne partie de sa vie en Provence.

Le premier des humanistes, poète, historien, archéologue, bibliophile, diplomate, homme d'église, encyclopédiste.

Quand on prononce son nom on pense au « *Canzoniere* », admirable recueil de 366 poèmes sur lequel le poète travailla jusqu'à la veille de sa mort. En cette année 2004 on a encore beaucoup écrit sur l'homme et son œuvre, on a épilogué une fois de plus sur ses rapports avec Dante, on a rappelé son amitié avec Boccace et on a bien sûr, demandé « Mais qui est Laure ? » Ah ! le poète de l'amour.

Le « pétrarquisme » a marqué tous les poètes amoureux d'Europe occidentale⁵ depuis la Catalogne, en passant par la Sicile jusqu'à l'Ecosse.⁶

Les Romantiques en sont imprégnés et l'ont traduit (cf. Lamartine, « *Méditations poétiques* », et souvenons nous que du Bellay, Ronsard, Baif écrivaient deux siècles après Pétrarque.

Sa vie c'est tout un siècle, celui de la guerre de Cent ans, le roi de France prisonnier, la grande peste, la Papauté à Avignon, nouvelle capitale de l'Europe !

⁵ Que sais-je Pétrarque et le Pétrarquisme. Jean Luc Nardone. 1998

⁶ Jacques 1^{er} d'Ecosse chante son amour pour Jeanne Beaufort. Cf *The King's Quair*. 1423

Enfance à Carpentras, études à Montpellier puis à Bologne, pris entre Cicéron, l'étude du droit et la poésie en langue toscane, entre ciel et terre, entre les mondanités et la vie bucolique du Vaucluse, le ciel bleu, les vertes collines.

Il voyage sans cesse.

En 1333, en France, en Belgique en Allemagne. Il rencontre des érudits et recherche des manuscrits latins. En 1336, il découvre Rome et s'intéresse aux ruines de l'Antiquité ; le premier des archéologues. En 1341, simultanément Rome et Paris lui offrent la couronne des poètes. Il accepte Rome ; il reçoit ses lauriers au Capitole après un séjour près du roi de Naples. Le prix (le Nobel de l'époque) récompense ses poèmes et œuvres en latin : *Vie de Scipion l'Africain*, *De Viris Illustribus*, etc. Il est admiré, flatté, entouré. Le protégé des Colonna, l'un cardinal à Avignon, l'autre évêque de Lombez. Reçu dans les ordres mineurs il sera, plusieurs fois chanoine ; il faut bien vivre. Il se meut dans les cercles ecclésiastiques, comme sur les rives ensoleillées de la Sorgue. Il fait l'ascension du Ventoux et devient l'un des premiers alpinistes connus. Il fait plusieurs séjours à Parme mais son port d'attache c'est sa petite maison et sa bibliothèque de Fontaine de Vaucluse. Il écrit sur la méditation et la solitude-solitaire, il reçoit beaucoup d'amis : évêques, abbés, diplomates. Ses deux rêves sont le retour des Papes à Rome et la paix en Italie. Il est quelque temps séduit par Cola di Rienzo, sorte de chef républicain. On lui reprochera ses relations avec les grands, les princes, les seigneurs de tout poil qui se partagent l'Italie. Pour ses protecteurs il effectue des missions à Naples, Parme, jusqu'à Prague en 1356 ; il avait rencontré l'empereur Charles IV en 1354 à Mantoue. En 1350, année sainte, il était à Rome. En

1352, adieu Vaucluse, il s'installe chez les Visconti à Milan, ces derniers l'envoient en 1361 à Paris, négociant avec les Anglais la rançon de Jean le Bon. Mais Jean le Bon ne pourra pas payer...

De Paris il rentre à... Padoue puis il gagne Venise ; il est le correspondant des doges ! il reçoit une visite de son ami Boccace. Il circule de Venise à Pavie, à Padoue, sans cesser d'écrire et de harceler les Papes pour qu'ils retournent à Rome. Urbain V exaucera ses vœux de 1367 à 1370, mais c'est un retour provisoire.

Il s'installe à Arqua, sans cesser de voyager de Ferrare à Padoue. En 1374 il meurt dans sa maison après avoir écrit *Le Triomphe de l'Eternité*.

Vous qui aimez la poésie, lisez le *Rime Sparse* (*Rerum Vulgarium Fragmenta*), il y a un poème pour chaque jour de l'année (bissextile).

Joseph MONTCHAMP

Universitaire et traducteur. Membre de l'UEF Rhône-Alpes

COURRIER DES LECTEURS

..... avant et après.....
le 29 mai



Pfintzal - Stuttgart, le 27 mai

Chers amis français,
le 29 mai approche. Nous constatons que les relations de courrier entre l'Allemagne et la France se sont dégradées ces derniers mois. Est-ce un signe précurseur de la France dans sa solitude à partir du 29. Mai ? Par précaution nous avons déjà demandé à l'Ambassade de France les formulaires de visa... Nous cherchons dans les tiroirs s'il ne restait pas des Francs (anciens ?)... Comme nous avons travaillé dans plusieurs continents pour des sociétés privées et non-françaises, nous craignons de ne plus pouvoir traverser le Rhin sans être arrêtés comme représentants de l'ultra-libéralisme mondial... et nous nous sommes déjà entraînés à chanter « Douce France » : la maîtrise parfaite de ces airs est peut-être utile à tous les contrôles d'identité...(nous supposons que la France quittera Schengen lundi dans la lancée « l'Europe ne nous a rien apporté !!! » qu'on entend dans tous les débats publics)... Nous doutons : est-il utile de se couvrir d'un bérêt ? Ou pourrait-il être mal interprété : le porteur serait-il poursuivi comme séparatiste basque ?

Franchement : à toutes les occasions je suis un fervent défenseur de « l'exception française » dans toutes les discussions dans notre monde « anglo-saxon » -je continuerai toujours à le faire. Je suis convaincu que l'originalité de la France et de ses habitants doit être préservée car elle est une source de créativité et d'enrichissement pour nous tous. Je suis solidaire avec toute rébellion contre tout ce qui est imposé par le haut : mais cette constitution n'est pas imposée, elle est le fruit de longues négociations très fortement influencées par la France, toutes tendances politiques confondues.

Je comprends même l'habitude répandue en France de prendre un malin plaisir à s'opposer à tout « *common sense* ». Je connais aussi votre habitude de raisonner contre toute raison. J'apprécie souvent la politique très originale en France -mais les Français peuvent-ils aussi admettre qu'un vote pour la constitution européenne n'est pas là pour punir Chirac et Raffarin ou régler des comptes franco-français... La constitution est un cadre d'action pour nous tous, membres de 25 pays. L'expérience montre que d'attendre une constitution où chacun s'y retrouve à 100 % est une illusion. Et nous avons tous

besoin de ce cadre d'organisation pour notre vie européenne commune.

Chers amis français : si dimanche vous rejetez la constitution, soyez conséquents, remplacez la forme hexagonale par un nombril... de préférence aux couleurs de la cocarde !!!

Cordialement.

Michael HOLZHAUSER

Membre de la *Société française de coaching*.
Membre du *Club d'affaires franco-allemand du Bade-Wurtemberg*.

Monza (Milan), le 30 mai

Bonjour à tous,

La France a voté NON... Mais la majorité des français a voté NON parce qu'ils n'ont pas compris le poids politique de cet acte... cela ne veut pas dire qu'ils sont pas pour l'Europe.

Ils ont été conditionnés par la politique interne et pas les partis politiques qui ont instrumentalisé le référendum.

Maintenant, c'est important la volonté politique des Français, de montrer qu'ils sont encore pour l'Europe, et aussi très important d'avoir des politiciens qui soient capables de ne pas rater cette chance ! Il faut garder ce Traité constitutionnel. Rien n'est perdu... On connaît les règles mais on sait bien que les règles sont faites pour être changées... si on a une forte volonté politique !!!

Présenter par exemple aux Français (et aux autres qui vont voter NON) une constitution plus courte en considérant les parties liées à l'économie comme des lois qui ne font pas partie de la constitution même, et donc pas sujettes à un nouveau référendum (qui j'espère aura lieu fin 2006) pourrait être une solution.

Donc, ce n'est pas la fin de l'Europe, et il y aura d'autres solutions ; c'est dur, mais c'est pas la fin ! De plus ce référendum a renforcé les liens entre NOUS, les jeunes fédéralistes et CELA C'EST IMPORTANT !!!

On a perdu une bataille mais pas la guerre !

Pietro De MATTEIS

Militant italien de la *Gioventù federalista europea*,
section italienne de la JEF

PRESSE FEDERALISTE

C/o Maison de l'Europe - Pôle européen - 12 Rue Président Carnot - 69002 Lyon
Fax 33 - 04 78 72 09 70

Catalogue de vente par correspondance

Collection « Textes fédéralistes » (*Editions Fédérop* - 24480 Gardonne).

Titre	Année	Pages	Prix €	Exemplaires
Monnaie européenne et Etat fédéral - Mario Albertini (et autres)	1975	202	6.10	
Crise de l'Etat national, firmes multinationales et mouvement ouvrier - Lucio Levi	1976	136	5.80	
Histoire et conscience révolutionnaire - Francesco Rossolillo	1977	152	5.80	
L'Etat national - Mario Albertini (Préface de Robert Lafont)	1978	168	5.35	
L'Europe et le mouvement socialiste - Silvio Leonardi	1979	256	6.10	
L'Europe à la croisée des chemins - Charles André (Préface de Jean-Pierre Cot)	1979	319	6.10	
Le tiers-monde et l'unité européenne - Guido Montani	1982	192	8.25	
L'internationalisme ne suffit pas - Lucio Levi	1984	72	6.10	
Mondialisme, fédéralisme européen et démocratie internationale - Jean-Francis Billion (Préface de Lucio Levi) <i>En coédition avec l'Institut d'études fédéralistes Altiero Spinelli (Ventotene)</i>	1997	218	12.20	

Cahiers de Ventotene.

Publiés par l'Institut d'études fédéralistes Altiero Spinelli (Ventotene).

Titre	Année	N°	Pages	Prix €	Exemplaires
Le Manifeste de Ventotene. Altiero Spinelli et Ernesto Rossi. - Introduction de Mario Albertini. Interview d'Altiero Spinelli	1988	1	72	5	
Trois introductions au fédéralisme. Franco Rossolillo, Lucio Levi et Guido Montani.	1989	2	100	5	
Interviews de Mario Albertini, Francesco Rossolillo et Giovanni Vigo et un essai de Stephen Woodard.	2001	3	70	5	
Le fédéralisme, la raison d'Etat et la paix. Deux essais, de Mario Albertini, et, de Sergio Pistone)	2001	4	80	5	

Les cahiers de la Constitution fédérale européenne.

Titre	Année	N°	Pages	Prix €	Exemplaires
Allocutions prononcées à la manifestation du 7 décembre 2000 à Nice pour une Constitution européenne (Introduction de Martine Méheut - Présidente de l'UEF-France).	2001	1	24	1.52	
Qu'est-ce que le gouvernement fédéral - Kenneth C. Wheare.	2001	2	28	2.25	
Pour une Constitution européenne fédérale. Document de travail du Movimento federalista europeo	2001	3	20	1.52	
Le Fédéraliste - Essais n° XV - Alexander Hamilton.	2001	4	28	2.25	
Les aspects économiques de la fédération - Lionel Robbins.	2002	5	32	2.25	
Qu'est-ce que la fédération - Mario Albertini.	2002	6	32	2.25	

Le fédéralisme dans l'histoire de la pensée.

Titre	Année	N°	Pages	Prix €	Exemplaires
Albert Einstein	2001	1	22	1.52	
Kenneth C. Wheare	2001	2	28	2.25	
Lionel Robbins	2001	3	30	2.25	
Alexander Hamilton	2001	4	28	2.25	
Lord Lothian	2002	5	24	2.25	
Emery Reves	2002	6	20	2.25	
Clarence Streit	2004	7		2.25	

Editorial

Crise de l'Etat-national, crise de la démocratie et Constituante européenne.

L'échec des référendums en France et aux Pays-Bas a mis en évidence la crise de l'Etat-national, celle des institutions européennes et repoussé aux calendes grecques le terme de l'unification politique de l'Europe pour la plus grande joie et le seul profit des souverainistes (de droite et de gauche), de l'extrême-droite, des néo-conservateurs américains et des ultra-libéraux « anglo-saxons »... Les responsables, en particulier au *Parti socialiste*, à gauche de la gauche ou parmi les ténors de l'*altermondialisme*, qui ont bercé les citoyens d'illusions sur un « plan B » et des lendemains mirobolants, ou ceux qui (y compris là encore l'*irrespectable* Laurent Fabius) ont agité les épouvantails de la Turquie et du plombier polonais, en ouvrant la boîte de Pandore de la xénophobie, **sont impardonnables et les fédéralistes devront en tirer toutes les conséquences politiques lors des prochaines échéances électorales.**

La deuxième guerre mondiale avait déjà démontré, avec les conséquences pour le monde que l'on sait, l'incapacité des Etats nationaux européens à assurer la paix et la prospérité de leurs citoyens. Depuis ils n'ont dû leur survie qu'à la mise en place de la Communauté, puis de l'Union européenne, tout en ne leur déléguant qu'au compte-gouttes une part de leur souveraineté (politiques communes, élection du Parlement européen au suffrage universel, monnaie unique...). Suffisamment pour survivre, en tant qu'Etats souverains, sans pour autant aller jusqu'à accepter et permettre l'émergence d'un **Etat fédéral européen** seul à même de résoudre les problèmes politiques de notre époque et de mener une politique de paix et d'équilibre dans le monde.

Suite au lamentable échec du Sommet de Nice, en 2001, pressés par l'échéance d'un nouvel et vaste élargissement qu'ils avaient accepté sans réforme préalable des structures de l'Union (contrairement aux exigences des fédéralistes), les Etats européens ont consenti, du bout des lèvres, à autoriser une Convention européenne (quoiqu'en disent aujourd'hui certains zéloteux récents de la méthode constituante, combien plus démocratique qu'une Conférence diplomatique !) à élaborer un projet institutionnel susceptible d'améliorer la gestion d'un ensemble d'Etats toujours plus étendu, fuite en avant parfois paradoxalement favorisée par ceux qui redoutaient plus que tout l'unification politique... Mais, rassurons nous, les Etats nationaux se sont gardé le dernier mot sur les représentants (même indirects) du *Peuple européen* et, lors d'une Conférence intergouvernementale (à Athènes), ils ont rogné rageusement sur les parties les plus novatrices du projet de la Convention avant de le soumettre benoîtement à autant de ratifications nationales.

Les citoyens français et néerlandais (d'autres auraient sans doute fait de même s'ils avaient été consultés directement, mais pas obligatoirement comme l'ont montré les référendums espagnol et, récemment, luxembourgeois) ont refusé ce médiocre Traité constitutionnel (rappelons que **les fédéralistes se sont toujours prononcés pour un « oui critique »** et qu'ils ne se sont jamais faits les thuriféraires d'un texte qui n'était pas le leur, même s'ils avaient fait de leur mieux pour obtenir un certain nombre d'avancées indiscutables) en manifestant une double défiance. *D'une part*, en direction de leurs gouvernants, incapables de résoudre les véritables problèmes de la politique dans un cadre national obsolète tout autant qu'exclusif et omniprésent, et, *d'autre part*, en direction d'institutions européennes au fonctionnement opaque et à l'efficacité limitée et critiquable pour ne pas rappeler le déficit démocratique de l'Union... auquel le projet proposé apportait paradoxalement et pour la première fois des débuts de solution.

Là où les citoyens votent (et où les médias rendent compte), dans **le cadre national**, il n'y a plus de possibilité réelle d'exercer le pouvoir, et, là où le pouvoir devrait être géré, car c'est là que les problèmes se posent désormais et qu'ils peuvent donc être résolus, **le cadre européen (voire mondial)**, les citoyens n'ont pas leur mot à dire, ou si peu... et les médias sont aux abonnés absents... car il n'y a pas encore de réel enjeu de pouvoir. En effet, les élections européennes, seules, ne permettent ni d'élire un réel gouvernement européen fédéral, dont la lisibilité de l'action apparaîtrait clairement aux citoyens, ni de créer en conséquence une véritable lutte pour le pouvoir redonnant à la politique sa justification et ses lettres de noblesse et justifiant la mobilisation des médias et des citoyens.

Dans ces conditions, et ce cercle vicieux, ne peuvent que perdurer et s'aggraver la crise de l'Etat national, de la politique et, conséquence ultime, de la démocratie. Le danger est particulièrement évident en France (aggravé par les caractéristiques bureaucratiques et centralisées des structures étatiques les plus réactionnaires du continent européen..., que le monde entier nous envie tout comme Chevènement, De Villiers et Le Pen !) comme le montre l'engouement populaire pour un *sarkopolisme* annonciateur d'une possible régression de la démocratie dans la fascisation rampante d'un Etat national se durcissant toujours plus vue son incapacité croissante à agir.

Mais le pire n'est jamais sur et, dans la campagne du référendum, **les fédéralistes ont pu côtoyer de nombreux militants partageant tout ou partie de leurs analyses. Par contre ils auraient tort de négliger de tendre la main aux partisans et militants sincères du « non de gauche » qui cherchent parfois dans une constituante européenne démocratiquement élue et un référendum européen de ratification d'un nouveau projet constitutionnel, à sortir « par le haut » de la grave crise dans lequel le « non » a plongé l'Union européenne. C'est avec tous ces militants sincères que les fédéralistes doivent rester mobilisés autour du projet d'un véritable gouvernement démocratique et fédéral de l'Union européenne, et, c'est ensemble qu'ils doivent réfléchir et impulser, en s'appuyant sur l'*Intergroupe fédéraliste du Parlement européen*, un nouveau projet constituant. Avoir parfois sous-estimé, ce que la campagne du non en France a révélé avec éclat, à travers mensonges et manipulations, l'état avancé sur notre continent de la crise de l'Etat national et de la démocratie, crée, à tous, une obligation nouvelle de lucidité et de combativité.**

Fédéchoses